

ENTREVUE AVEC LE MAIRE INTÉRIMAIRE DE LAVAL

LE FUNAMBULE

Alexandre Duplessis cherche l'équilibre entre la vision politique de l'ancienne administration Vaillancourt et la nécessité de faire maison nette dans une ville marquée par les soupçons et la méfiance.

PAGES A2 ET A3



YVES BOISVERT

LES JUGES,
TWITTER ET
L'ENCEINTE
SACRÉE

PAGE A5

DRÔLES DE
DIPLOMÉS!

Pour souligner les 25 ans de l'École nationale de l'humour,
10 illustres élèves se sont fait un plaisir de commenter
leur photo de finissant. ARTS

MONDIAUX DE HOCKEY FÉMININ

L'ÉTERNEL
DUEL
CANADA -
ÉTATS-UNIS

SPORTS

PHOTO PATRICK B. KRAEMER, ASSOCIATED PRESS

BATAILLE AU SOMMET
DES PETITS UTILITAIRES

DUEL DU MOIS AUTO

PHOTOS FOURNIES PAR MAZDA ET TOYOTA

SANTÉ MENTALE ET ÉCOLE MARTEL

« ILS NOUS EN FONT BAVER,
MAIS ON LES AIME »

PAGES A10 ET A11

MON CLIN D'ŒIL STÉPHANE LAPORTE
Le pape François fait tellement vœu de pauvreté qu'il n'a pas de chiffre
à côté de son nom.

Venez voir mon blogue! www.lapresse.ca/laporte

L-V 6 21924 98765 1

NOUS PAYONS LES TAXES

SUR LES CUIRS, BLOUSONS ET IMPERMÉABLES

28, 29, 30 MARS ET
1^{ER} AVRIL SEULEMENT!

FAITES VITE!
DERNIÈRE
JOURNÉE

ERNEST.CA

DU JEANS... AU COMPLET

1 888 858-5258 MAGASINEZ EN LIGNE PARTOUT AU QUÉBEC

ENTREVUE AVEC ALEXANDRE DUPLESSIS, MAIRE INTÉRIMAIRE DE LAVAL

SUR LE FIL



Comme un funambule, le maire intérimaire de Laval, Alexandre Duplessis, cherche l'équilibre entre la vision politique de son mentor Gilles Vaillancourt et la nécessité de faire place nette dans une ville marquée par les soupçons et la méfiance. Pour y parvenir, il s'appuie sur une fonction publique qui est en train de concocter une véritable révolution de palais.

KATHLEEN LÉVESQUE

Alexandre Duplessis accueille *La Presse* dans son bureau où, note-t-il avec fierté, rien n'a changé depuis la création de Laval, en 1965. Les lambris aux murs sont les mêmes; le pupitre de travail, massif et sombre, est celui où se sont succédé les maires jusqu'à Gilles Vaillancourt, parti dans la tourmente en novembre dernier.

Cette impression que Laval est immobile est d'autant plus importante que le noyau politique autour de M. Duplessis n'a pas bougé d'un iota: le comité exécutif, le chef de cabinet Pierre Lafleur et le conseiller politique Pierre Desjardins sont toujours en poste. En coulisse, on chuchote même que l'ex-maire a eu du mal à

décrocher et a téléphoné régulièrement à l'hôtel de ville pendant plusieurs semaines.

Mais Alexandre Duplessis soutient n'avoir eu aucune communication avec son prédécesseur, sinon sur le perron de l'église, lors des funérailles de l'ancien maire Lucien Paiement (1973-1981), en janvier. M. Duplessis a alors salué Gilles Vaillancourt en l'appelant «Monsieur le maire».

C'est d'ailleurs la vision de Laval mise en place par ce dernier que M. Duplessis veut réaliser. «C'était dans les cartons. Moi, je vais entrer dans la phase de réalisation», indique-t-il.

Malgré tout, Alexandre Duplessis refuse d'être vu comme l'héritier de Gilles Vaillancourt. Il reconnaît que cela pourrait entacher sa

crédibilité. «Je n'ai pas reçu le flambeau. J'ai repris le flambeau à terre», tranche-t-il.

Du même souffle, il affirme qu'il n'a trempé dans aucun système de collusion, de corruption ou de financement politique occulte, comme les prête-noms. Ça ne fait pas de lui un «naïf» qui se «bouche les yeux», insiste-t-il.

Puis, il décoche une flèche à Gilles Vaillancourt en remettant en question la probité de celui-ci. «Avec tout ce que j'entends, ce serait impossible de ne pas avoir de doute.»

Mais il laisse à la police et à la commission Charbonneau le soin de faire les démonstrations qui s'imposent. Ce qui intéresse Alexandre Duplessis, c'est de refermer les vannes des problèmes éthiques et de «bousculer» les façons de faire.

Si Laval est un marché fermé où une poignée d'entreprises se partageraient les contrats de la Ville, M. Duplessis promet qu'elles auront dorénavant «des bâtons dans les roues». Par exemple, les promoteurs n'ont désormais plus accès au maire seul à seul; toutes les rencontres d'affaires se font en présence de fonctionnaires qui connaissent les dossiers abordés.

De plus, la vente de terrains municipaux passe maintenant par un appel de candidatures. «Avant, il y a peut-être eu des façons de faire qui ont profité à des gens pour la spéculation. Ça ne marche plus comme ça!», assure le maire.

Selon lui, «c'est le *timing* idéal pour changer les choses» à Laval – y compris de «génération».

SCRUTIN DU 3 NOVEMBRE

CAMPAGNE ANIMÉE À L'HORIZON

KATHLEEN LÉVESQUE

Laval n'est pas qu'une ville assiégée. Comme les 1134 autres municipalités du Québec, elle est plongée dans une année électorale qui suscite sinon l'intérêt de la population, du moins celui des prétendants à la mairie: au moins six candidats ou équipes se pointent à l'heure actuelle.

«2013 sera une année charnière. Je vais me présenter au poste de maire sûrement avec une équipe renouvelée à plus de 50 %», affirme Alexandre Duplessis, tout sourire, en entrevue à *La Presse*. Avec la dissolution l'automne dernier du PRO des Lavallois, le parti qui avait mené au pouvoir à six reprises son prédécesseur Gilles Vaillancourt, le maire Duplessis jongle avec l'idée de reconstruire un nouveau véhicule politique. Mais il n'écarte pas non plus la possibilité de briguer les suffrages à titre d'indépendant.

«Il me reste encore deux, trois mois d'orientation, de vision, de compréhension des dossiers», dit-il, en précisant que sa campagne sera lancée d'ici l'été. Officiellement, les élections seront déclenchées en septembre, pour un scrutin le 3 novembre.

« Je vais me présenter au poste de maire sûrement avec une équipe renouvelée à plus de 50 % . »
— Alexandre Duplessis

Quant au financement, il sera irréprochable, assure M. Duplessis. Il se dit toutefois incapable de préciser combien d'argent sera nécessaire pour mener sa campagne électorale. «Ça va être un défi énorme», se borne-t-il à dire, en prenant soin de marquer la distance avec le PRO.

Pour l'instant, Alexandre Duplessis affirme qu'il mène cette réflexion seul. Mais à ses côtés, lors de l'entrevue,

se tient son conseiller Pierre Desjardins, un vieux routier des élections municipales. Il a notamment travaillé à la réélection de Pierre Bourque à Montréal, en 1998, et il était aux côtés de Gilles Vaillancourt lors du scrutin de 2009.

Chose certaine, la campagne électorale s'annonce animée. Les adversaires affluent. Deux partis politiques existent officiellement: le Mouvement lavallois et le Parti au service du citoyen. Jusqu'ici, ces deux partis ont misé essentiellement sur les déboires de Gilles Vaillancourt pour faire leur propre promotion.

Le Mouvement lavallois a recruté récemment Marc Demers, qui avait cédé sa

place de candidat du Parti québécois dans Laval-des-Rapides, l'année dernière, pour permettre l'entrée en scène du jeune Léo Bureau-Blouin. De son côté, le Parti au service du citoyen est mené par Robert Bordeleau.

L'ancien député libéral Jean-Claude Gobé tentera aussi de faire le saut sur la scène municipale. L'autorisation de son parti Action Laval est en cours chez le Directeur général des élections du Québec (DGEQ). De plus, deux noms de partis politiques ont été réservés auprès du DGEQ. Il s'agit de la Coalition démocratique des citoyens lavallois (Benoît Lamoureux) et du Nouveau Parti des Lavallois (Claude Bélanger).

Candidement, Alexandre Duplessis se réjouit de la multiplication du nombre d'adversaires. La situation pourrait entraîner une division du vote qui lui serait potentiellement favorable. «C'est mathématique!», laisse-t-il tomber.

SOMMAIRE

Amusez-vous!	ARTS 6	Horaire télévision	ARTS 4	Petites annonces	AFFAIRES 4 et 8
Astrologie du jour	AFFAIRES 9	Loteries	A13	Sudoku	AFFAIRES 4
Débats	A14 et A15	Monde	A12 et A13		
Décès	AFFAIRES 9	Personnalité	AFFAIRES 10		

Météo
Nuageux avec averses en matinée, maximum 6. AFFAIRES 8

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?
nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?
commentaires@lapresse.ca



PHOTOS OLIVIER JEAN, LA PRESSE

Révolution de palais

Le maire Alexandre Duplessis se fait le promoteur de grands changements dans l'administration lavalloise, auxquels s'attelle depuis plusieurs mois la direction générale. Le projet permettra notamment de reprendre les rênes dans les secteurs de l'ingénierie, des relations de travail et des communications.

Ce faisant, Laval s'attaque aux liens politiques étroits tissés au fil des décennies avec des firmes de génie comme Dessau (anciennement Desjardins-Sauriol), le cabinet d'avocats Dunton-Rainville et la firme de relations publiques National. Une révolution de palais? Le maire Duplessis ramène plutôt ça à du «management».

Selon des estimations conservatrices, Laval prévoit économiser au moins 1,7 million par année. Mais au-delà des chiffres, c'est surtout de rapatrier le savoir-faire qui importe. Jusqu'à maintenant, tous les travaux d'ingénierie ou presque étaient confiés au secteur privé. Cela incluait la définition des besoins de la Ville.

Concrètement, la planification des travaux de génie ainsi que la surveillance des chantiers seront assumées par la fonction publique lavalloise. Les plans et devis seront réalisés par les firmes privées. «On rapatrie le contrôle à l'interne. C'est une formule hybride. On

va alterner selon l'évolution des dossiers pour un meilleur contrôle», explique le maire Duplessis.

Dans le dossier des relations de travail, Laval se dotera d'une équipe qui aura la responsabilité des dossiers de santé et de sécurité ainsi que des relations de travail. La gestion des programmes d'aide aux employés continuera d'être confiée à l'externe.

En ce qui concerne les communications, on créera un service de toutes pièces. La Ville

«Les municipalités travaillent en silo. On veut tout briser ça à Laval. On commence le virage. Il y aura deux grands services: la planification et l'exploitation.» — Alexandre Duplessis

attend d'avoir embauché la personne responsable pour terminer la réflexion.

Par delà ces trois chantiers importants, l'administration lavalloise prévoit apporter des changements profonds dans la gestion de ses services. «Les municipalités travaillent en silo. On veut tout briser ça à Laval. On commence le virage. Il y aura deux grands services: la planification et l'exploitation», indique Alexandre Duplessis.

Cette refonte administrative s'étendra sur au moins deux ans.

UNE VILLE SOUS HAUTE SURVEILLANCE

La Ville de Laval est sur l'écran radar du ministère des Affaires municipales (MAMROT), de l'escouade Marteau de l'Unité permanente anticorruption et de la commission Charbonneau.

L'automne dernier, une série de perquisitions policières à l'hôtel de ville et aux résidences du maire Gilles Vaillancourt ont précipité le départ de ce dernier. *Le Journal de Montréal* a révélé la semaine dernière que, depuis ce moment, des microphones auraient été installés à l'hôtel de ville.

«Il n'y a plus rien qui me surprend. Si on nous écoute, je n'ai rien à cacher. Ça ne m'inquiète pas», affirme le maire intérimaire Alexandre Duplessis.

Dans la foulée de cette tourmente, le MAMROT a décidé d'accompagner l'administration lavalloise: un vérificateur a été mandaté pour surveiller notamment l'attribution des contrats. Le maire Duplessis s'accommode fort bien de la situation. «On regardait Laval de haut, mais ce n'est plus le cas», affirme-t-il.

— Kathleen Lévesque



PHOTO LA PRESSE

ÉCONOMIES PRÉVUES GRÂCE À LA REFONTE ADMINISTRATIVE

En créant d'ici quelques mois un service de communication, Laval met fin à une relation d'affaires de 30 ans avec la firme de relations publiques National, qui empochait annuellement 500 000\$. On prévoit des économies de l'ordre de 250 000\$.

250 000 \$

La Ville de Laval rapatrie les dossiers de relations de travail qui étaient entre les mains du cabinet Dunton Rainville – et en particulier de l'avocat Gilles Laporte, proche de l'ex-maire Gilles Vaillancourt. L'embauche de nouveaux employés a déjà débuté et se poursuivra jusqu'à la fin de l'année. Il s'agit d'économies de quelque 500 000\$ avec la fin d'un contrat de 1,8 million par année.

500 000 \$

L'administration lavalloise a décidé de regarnir son service d'ingénierie afin de reprendre le contrôle des projets, d'en assurer la qualité et, surtout, de ramener l'expertise dans ses rangs. Le processus est amorcé depuis un an, avec l'embauche de cinq ingénieurs. Six autres doivent être recrutés sous peu. De façon conservatrice, l'exercice devrait permettre des économies de 1 million.

1 million



L'ÉVÉNEMENT
ÉTOILE
DU
PRINTEMPS

Le printemps arrive en beauté. Faites-en autant.

En avril, profitez d'offres avantageuses sur un grand choix de véhicules Mercedes-Benz et mettez la main sur le véhicule que vous désirez.



**LA BERLINE C 300
4MATIC^{MC} 2013 ÉQUIPÉE
DE L'ENSEMBLE SPORT.
PRIX TOTAL¹ : 43 405 \$****

ENSEMBLE SPORT :
Feux à DEL, Suspension sport, Ensemble de style AMG, Jantes de 17 po à 5 bras jumelés
UNE VALEUR DE 1 200 \$

FINANCEMENT À L'ACHAT
0,9 %*
DURÉE DE 60 MOIS

TAUX À LA LOCATION
1,9 %*
BAIL DE 48 MOIS

PAIEMENTS MENSUELS
498 \$*
VERSEMENT INITIAL 995 \$**

INCLUT UN RABAIS DE 1 050 \$



**LA BERLINE E 300
4MATIC^{MC} 2013.
PRIX TOTAL¹ : 60 515 \$****

FINANCEMENT À L'ACHAT
0,9 %*
DURÉE DE 60 MOIS

TAUX À LA LOCATION
2,9 %*
BAIL DE 36 MOIS

PAIEMENTS MENSUELS
668 \$*
VERSEMENT INITIAL 2 995 \$**

INCLUT UN RABAIS DE 6 100 \$



**LE TOUT NOUVEAU
GLK 350 4MATIC^{MC} 2013.
PRIX TOTAL¹ : 47 115 \$****

FINANCEMENT À L'ACHAT
0,9 %*
DURÉE DE 60 MOIS

TAUX À LA LOCATION
1,9 %*
BAIL DE 48 MOIS

PAIEMENTS MENSUELS
528 \$*
VERSEMENT INITIAL 2 995 \$**

Pour plus de détails, visitez votre concessionnaire Mercedes-Benz de la région de Montréal.



Mercedes-Benz

MONTRÉAL
Automobiles Silver Star Inc.
7800, boul. Décarie
Montréal
514 735-1199

LAVAL
Mercedes-Benz Laval
3131, Autoroute 440 Ouest
Laval
450 681-2500

RIVE-SUD
Mercedes-Benz Rive-Sud
4844, boul. Taschereau
Greenfield Park
450 672-2720

WEST ISLAND
Mercedes-Benz West Island
4525, boul. St-Jean
Dollard-des-Ormeaux
514 620-5900

BOUCHERVILLE
Duval Mercedes-Benz
1530, rue Ampère
Boucherville
450 449-0222

BLAINVILLE
Mercedes-Benz Blainville
10000, rue du Plein-Air
Mirabel
450 435-1313

© Mercedes-Benz Canada Inc., 2013. Véhicules illustrés : berline C 350 avec roues AMG de 18 po à 7 bras en option/GLK 350 4MATIC^{MC} 2013/berline E 300 4MATIC^{MC} 2013 avec ensemble Sport offert en option. PDSF national : 44 750 \$/44 900 \$/59 600 \$.
** Le prix total de 43 405 \$/60 515 \$/47 115 \$ et le versement initial incluent les frais de transport et de préparation de 2 045 \$, les frais du RDPRM de 55,49 \$, la taxe de 100 \$ sur le climatiseur et les droits de 15 \$ sur les pneus. 1 Taxes en sus. *Offres de location basées sur la berline C 300 4MATIC^{MC} 2013 équipée de l'ensemble Sport (1 200 \$), de la berline E 300 4MATIC^{MC} 2013 et du GLK 350 4MATIC^{MC} 2013 proposées uniquement par l'intermédiaire des Services financiers Mercedes-Benz sur approbation du crédit, pendant une durée limitée. Exemple basé sur une location de 498 \$/668 \$/528 \$ par mois pendant 48/36/48 mois. Versement initial ou reprise équivalente de 995 \$/2 995 \$/2 995 \$ plus dépôt de sécurité de 500 \$/700 \$/550 \$ et taxes applicables payables à la date d'entrée en vigueur du bail. PDSF à partir de 41 190 \$/58 300 \$/44 900 \$. Taux annuel de location de 1,9 %/2,9 %/1,9%. Obligation totale : 25 399 \$/27 743 \$/28 889 \$. Kilométrage limité à 18 000 km par an (0,20 \$/km/0,25 \$/km/0,20 \$/km supplémentaire). Offres de financement basées sur la berline C 300 4MATIC^{MC} 2013, de la berline E 300 4MATIC^{MC} 2013 et du GLK 350 4MATIC^{MC} 2013. Exemple de financement basé sur un terme de 60 mois au taux annuel de 0,9% et un prix de 39 990 \$/58 300 \$/44 900 \$. Le paiement mensuel est de 614 \$/843 \$/691 \$ (avant taxes) avec un versement initial de 6 213 \$/8 044 \$/6 594 \$. Le coût de l'emprunt est de 829 \$/1 140 \$/934 \$, pour une obligation totale de 42 979 \$/58 600 \$/47 994 \$. Frais d'immatriculation, d'enregistrement et d'assurance en sus. Le concessionnaire peut louer ou offrir du financement à prix moindre. Les offres peuvent changer sans préavis et ne peuvent être jumelées à d'autres offres. Pour connaître les détails, voyez votre concessionnaire Mercedes-Benz autorisé de la région de Montréal. L'offre se termine le 30 avril 2013.

Les juges et Twitter



YVES
BOISVERT
CHRONIQUE

Y a-t-il un logicien dans la salle? Pour « préserver le décorum » dans les salles d’audience, il sera dorénavant interdit d’y tweeter. Ainsi en ont décidé les responsables des tribunaux du Québec. Par contre, il sera permis aux journalistes et aux avocats d’utiliser en mode silencieux des appareils informatiques ou des téléphones intelligents... mais uniquement pour « consulter des notes ». Il semble que le bruit des doigts sur un clavier respecte le décorum quand c’est pour chercher de la jurisprudence... mais pas quand c’est pour rapporter ce qui se passe... Pour montrer que les magistrats ne sont pas opposés aux évolutions technologiques, le juge en chef associé Robert Pidgeon souligne qu’il sera permis de tweeter... à condition de sortir de la salle d’audience. Merci pour la permission! Nous voici devant la situation absurde suivante: les autorités judiciaires préfèrent voir les journalistes entrer et

sortir sans arrêt de la salle d’audience pour aller tweeter plutôt que de supporter l’idée qu’ils transmettent en direct ce qui se passe... depuis l’intérieur de l’enceinte sacrée. Sur le plan strictement logique, j’avoue que je ne comprends pas très bien...

L’affaire a évidemment peu à voir avec le décorum, et beaucoup à voir avec la peur du changement... et des médias. Il faudrait séparer les problèmes. Si les médias font des erreurs ou rapportent illégalement des faits, ils sont soumis à la loi de la même manière, que ce soit sur Twitter, à la radio ou dans un journal. Quant au décorum, la question ne se résume-t-elle pas à ceci: est interdit ce qui nuit au bon déroulement de l’audience, ou qui distrait les témoins, le jury ou ceux qui travaillent à rendre la justice? Depuis longtemps déjà, avocats, juges et journalistes utilisent des outils électroniques,

comme dans n’importe quel milieu de travail. Il n’y a donc, en soi, aucun accroc au décorum quand un journaliste tweette. On en revient donc inévitablement au contenu.

Véronique Robert, avocate criminaliste, blogueuse et adepte de Twitter, a écrit un long texte dans le *Voir* pour appuyer cette interdiction. Étonnamment, c’est elle qui a défendu avec succès le « maquilleur de l’horreur », Rémy Couture, dans un procès où les journalistes étaient autorisés à tweeter.

relève le ton, la transformation en « suspense » de cette affaire par les journalistes; leurs commentaires parfois excessifs (!!!) ou les erreurs de jugement. Évidemment, dans le flot des choses qui s’écrivent, y compris par des gens qui suivent le procès en lisant les tweets, on peut toujours trouver la bêtise ou l’inexactitude – pas juste sur Twitter. Mais en quoi le fait d’aller l’écrire à l’extérieur de la salle, ou après les heures, réglerait-il le problème? Pendant le procès Shafia, sans doute un des plus médiatisés des dernières années au Canada, Twitter était autorisé. Les journalistes étaient sou-

écrire en se servant d’un tweet journalistique, c’est tout ce qui importe. Car ce loustic pourra toujours faire des commentaires stupides, que les tweets journalistiques soient en direct ou non. Les tribunaux ontariens ont d’ailleurs décidé en décembre d’accepter le twi-vage par les journalistes.

Le milieu judiciaire a été bien choqué de cette photo, prise avec un téléphone, du juge Delisle à qui on passait les menottes, et publiée dans le *Soleil*. Elle a pourtant été prise de l’extérieur de la salle d’audience et n’a donc rien à voir avec le droit de tweeter. Ce qui me fait dire qu’il y a là-dedans une grande incompréhension de l’évolution des médias et de la manière contemporaine de communiquer. Pour connaître le juge Pidgeon, pourtant, je sais qu’il comprend fort bien le rôle des médias... traditionnels. Il y a quelque chose d’inquiétant pour les tribunaux (entre autres!) dans l’idée même des médias sociaux, où il ne semble y avoir aucun maître, aucune autorité, et un million d’excès. Les palais de justice n’ont pas non plus à épouser chaque nouveau mouvement technologique. Mais la solution n’est pas le bannissement. Les médias sociaux sont là pour rester. Les juges, comme nous tous, devront s’adapter.

Pour joindre notre chroniqueur: yboisvert@lapresse.ca

Aide aux enfants L'appel à l'aide d'urgence lancé par Moisson Montréal donne des résultats

Le cri d’alarme lancé samedi par Moisson Montréal afin d’obtenir des dons en argent ou en denrées pour venir en aide aux enfants défavorisés de la région a été entendu. Avant samedi, la « Grande récolte pour les enfants », en cours depuis le 19 mars, n’avait permis de recueillir que 10 % de l’objectif de 80 000 \$.

Sans pouvoir chiffrer les dons obtenus depuis, le directeur général de l’organisme, Dany Michaud, se dit heureux que la population ait répondu à l’appel. Selon Moisson Montréal, 21 000 enfants de cinq ans ou moins sont dans le besoin dans la grande région métropolitaine. — La Presse Canadienne

Alimentation 90 % des Québécois veulent des cours de cuisine au secondaire

Neuf Québécois sur dix veulent voir les élèves du secondaire apprendre à cuisiner, selon un nouveau sondage commandé par la Coalition Poids. Le regroupement, qui lutte contre « l’épidémie d’obésité » au Québec, a créé un comité qui remettra bientôt au gouvernement ses recommandations pour améliorer la

santé des jeunes. « La perte du savoir-faire culinaire peut avoir un impact négatif sur la saine alimentation, parce qu’elle est associée à une consommation accrue de gras, de sel et de sucre », dit Anne-Marie Morel, de la Coalition Poids. 1000 personnes ont participé au sondage. — Philippe Teisceira-Lessard

Une expérience primée, en un seul clic.

Prise de rendez-vous en ligne en temps réel. Seulement chez BMO.

BMO est fière d’avoir reçu le prix Model Bank 2013 de Celent dans la catégorie « Impact », qui souligne l’innovation et la réussite de notre service de prise de rendez-vous en ligne en temps réel.

Prendre rendez-vous en ligne ou avec votre téléphone intelligent pour rencontrer un conseiller est ainsi simple et rapide, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. Il suffit de choisir la date, l’heure et la succursale qui vous conviennent.

Voilà qui démontre une fois de plus comment BMO améliore votre expérience bancaire.

Faites-en l’expérience à bmo.com/rdv

 /BMOcommunauté

**Banque de Montréal**

Ça a du sens. Profitez.^{MD}



^{MD} Marque de commerce déposée de la Banque de Montréal.

ACTUALITÉS

WALMART

Une mobilisation syndicale s’organise

EXCLUSIF

YVON LAPRADE
COLLABORATION SPÉCIALE

Une vaste mobilisation syndicale s’organise dans les magasins Walmart du Québec, où le syndicat des Travailleurs et travailleuses unis de l’alimentation et du commerce (TUAC-FTQ) recrute des « poteaux » parmi les employés mécontents pour monter une organisation militante calquée sur le modèle américain OUR Walmart, a appris *La Presse*.

« Nous sommes présents dans une trentaine de magasins avec plus d’une centaine d’employés [recruteurs] qui font du travail sur le terrain, confirme Nicolas Lemieux, conseiller syndical au dossier. Le message commence à circuler. Le mouvement prend de l’ampleur. »

Il s’empresse toutefois d’ajouter que l’organisation québécoise NOTRE Walmart, qui a vu le jour il y a six mois, « n’est pas directement un syndicat » et qu’il n’est pas

L’organisation québécoise NOTRE Walmart veut aider les employés des magasins à se regrouper, même si elle n’est pas un syndicat à proprement parler.

question pour les TUAC de se lancer dans une nouvelle campagne de syndicalisation. Il rappelle que le syndicat s’est cassé les dents, depuis 2005, en tentant de syndiquer les employés de quelques magasins, notamment celui de Jonquière.



Guillaume Benoit et Nicolas Lemieux (des TUAC-FTQ) travaillent à monter une organisation militante des employés de magasins Walmart au Québec.

« Nous voulons intervenir autrement pour éviter d’avoir à nous retrouver constamment devant les tribunaux, en raison de contestations systématiques venant de Walmart, qui fait appel à ses armées d’avocats, précise-t-il. Nous avons une nouvelle stratégie. Nous souhaitons plutôt aider les employés à se regrouper. Pour ce faire, nous allons les former, les accompagner et les soutenir. Le jour où ils voudront se syndiquer, c’est eux qui prendront la décision. Il faudra que ça vienne de la base. »

Il vient de passer une semaine à Washington, siège du mouvement américain OUR Walmart. L’organisation est implantée dans 40 États et 600 magasins et est parrainée par le puissant syndicat international UFCW (United Food and Commercial Workers).

« Aux États-Unis, dit-il, les employés des magasins Walmart ne sont pas syndiqués, tout

comme au Québec, mais ils peuvent compter sur les conseils et l’expertise syndicaux pour améliorer leurs conditions de travail. Ça donne des résultats. Ils n’hésitent plus à manifester leur désaccord et à porter des t-shirts identifiés à leur organisation quand c’est nécessaire. »

Climat de travail

Nicolas Lemieux justifie l’incursion des TUAC au Québec par le fait que le climat de travail serait « de plus en plus tendu » dans le réseau des magasins Walmart.

« Nous recevons de nombreux appels d’employés qui se disent victimes d’intimidation et de harcèlement psychologique de la part de leurs supérieurs immédiats, rapporte le syndicaliste. Ces employés craignent de perdre leur emploi sans raison valable. Ils veulent se regrouper, mais ils ne veulent pas s’engager dans un long processus

qui pourrait mener à la mise sur pied d’un syndicat. »

C’est ce que croit également Manon St-Martin, ancienne caissière au magasin Walmart de Granby, qui ne craint plus d’afficher sa dissidence. Elle a décidé de dénoncer les façons de faire de son ex-employeur.

« J’ai encore beaucoup de colère réprimée, admet-elle. Je n’accepte pas qu’on m’ait dit qu’on n’avait plus rien pour moi, c’est-à-dire que j’avais perdu mon emploi, à la suite d’un accident de travail [en mai 2010]. »

« J’aurais souhaité continuer de travailler. J’aimais mon emploi. J’étais compétente. Les clients insistaient pour passer à ma caisse », ajoute-t-elle.

Au chômage, elle a porté sa cause devant la Commission des lésions professionnelles (CLP), dans l’espoir d’obtenir réparation. Une connaissance lui a suggéré d’aller cogner à la porte du syndicat des

TUAC-FTQ. « Je n’avais pas d’avocat ni les moyens de me représenter, reconnaît-elle. Une chance que les TUAC ont répondu à mon appel à l’aide. »

Walmart se dit à l’écoute

De son côté, le porte-parole de Walmart Canada, Alex Robertson, maintient que le géant du commerce de détail a une « politique des portes ouvertes » permettant aux employés de « parler à leurs coaches quand ils en font la demande ».

« C’est encouragé au sein de l’entreprise, ajoute-t-il. Nous faisons beaucoup d’efforts pour améliorer les communications avec nos "associés" [employés] et pour augmenter leur productivité. »

« Cela ne signifie pas pour autant qu’il n’y a jamais de problème. Mais nous sommes toujours à l’écoute », ajoute-t-il.

Il affirme qu’il n’a pas d’informations à propos de l’organisation québécoise NOTRE Walmart, qui semble s’enraciner dans les magasins Walmart au Québec. « Je n’ai pas de détails sur leurs plans et il faudrait poser la question au syndicat », indique-t-il.

Il maintient que les relations de travail sont au beau fixe et fait valoir que le nombre d’« associés » est passé de 12 000 à 13 000 (temps plein et temps partiel) au cours de la dernière année. « Les primes versées aux "associés" ont augmenté de 25 % pour l’ensemble de nos magasins », calcule-t-il.

Une évaluation contestée par le conseiller syndical Nicolas Lemieux. « C’est plutôt l’inverse, tient-il à rectifier. Les employés nous font part de baisses substantielles de leurs bonis. Pour se justifier, Walmart invoque des raisons de rentabilité. C’est sans parler des horaires de travail, qui sont constamment modifiés à la baisse. »

Infiniti présente

LA PERFORMANCE AVEC UN GRAND G

BERLINE G ÉDITION SIGNATURE D’INFINITI

Location à

1,9%

sur 48 mois*

Mensualité de

499\$

Avec 1 475\$ en comptant initial

Incluant

4000\$

EN RABAIS AU COMPTANT pour une durée limitée

- 328 CHEVAUX
- TRACTION INTÉGRALE INTELLIGENTE
- AILERON ARRIÈRE, CALANDRE CHROMÉE FONCÉE ET TOIT OUVRANT COMPRIS
- BOÎTE AUTOMATIQUE À 7 RAPPORTS AVEC CORRESPONDANCE DU RÉGIME EN RÉTROGRADATION

CABRIOLET G 2013 D’INFINITI

Location à

1,9%

sur 48 mois*

Mensualité de

637\$

Avec 3 826\$ en comptant initial

- 325 CHEVAUX
- TOIT RIGIDE ÉLECTRIQUE ESCAMOTABLE À 3 PANNEAUX
- JANTES EN ALLIAGE D’ALUMINIUM DE 19 POUCES
- BOÎTE AUTOMATIQUE À 7 RAPPORTS AVEC MODE DRIVER SPORT

COUPÉ G 2012 D’INFINITI

Location à

0,9%

sur 48 mois*

Mensualité de

437\$

Avec 6 902\$ en comptant initial

Incluant

2 000\$

EN RABAIS AU COMPTANT pour une durée limitée

- 330 CHEVAUX
- TRACTION INTÉGRALE INTELLIGENTE LIVRABLE
- SONORISATION STUDIO ON WHEELS^{MD} INFINITI DE BOSE^{MD}
- BOÎTE AUTOMATIQUE À 7 RAPPORTS AVEC MANETTE DE CHANGEMENT DE RAPPORT EN MAGNÉSIUM MASSIF LIVRABLE

| infiniti.ca

Park Avenue Infiniti

8805, boul. Taschereau Ouest

Brossard (Québec)

450-445-5799

Infiniti Laval

1950, boul. Chomedey

Laval (Québec)

514-666-2710

Luciani Infiniti

4000, rue Jean-Talon Ouest

Montréal (Québec)

514-731-7977

Spinelli Infiniti

345, boul. Brunswick

Pointe-Claire (Québec)

514-697-5222

* Offre de financement à la location sur une nouvelle berline G37 2013 (G4XG73 A400)/Cabriolet G37 2013 (G3VG53 A400)/Coupé G37 2012 (G2TG72 A400) seulement. Taux de financement à la location de 1,9 %/1,9 %/0,9 % pour un terme de 48 mois. Mensualité à la location de 499 \$/637 \$/437 \$ avec 1 475 \$/3 826 \$/6 902 \$ de comptant initial ou un véhicule de reprise d’une valeur équivalente. Première mensualité requise à la signature du contrat. Mensualité inclut 4 000 \$/2 000 \$ de rabais à l’achat au comptant sur les modèles berline G37 Édition Signature 2013/Coupé G37 2012 neufs. Le rabais sera déduit du prix négocié avant les taxes. L’obligation totale de location est de 25 427 \$/34 402 \$/27 878 \$. Les frais de transport et de prélocation (1 995 \$), la taxe sur le climatiseur (100 \$), la taxe écologique sur les pneus neufs (30 \$) sont inclus. Les taxes, assurances, immatriculations et permis sont en sus. Location basée sur une allocation annuelle de 16 000 km avec kilométrages additionnels de 0,15 \$ le km. Ces offres sont disponibles jusqu’à minuit le 1er avril 2013 uniquement auprès d’Infiniti Canada Finance pour une durée limitée, sont sujettes à l’approbation de crédit et ne peuvent être jumelées à aucune autre offre. Les concessionnaires peuvent devoir commander ou échanger un véhicule. Cette offre peut faire l’objet de changement sans préavis. Certaines conditions s’appliquent. Les véhicules et les roues peuvent différer de ceux qui sont illustrés. Visitez votre détaillant Infiniti le plus près ou infiniti.ca pour connaître tous les détails.

Performance inspirée™

Si votre solde quotidien moyen est de :	1000\$
de crédit pour un cycle de facturation de 30 jours :	500\$
Les frais de crédit pour une période de 30 jours seront de :	1,60\$
	8,01\$
	16,03\$

Exemple de frais de crédit pour un cycle de facturation de 30 jours :

*Termes et conditions de la vente pour le programme de financement : Paiements mensuels égaux, sans intérêt. Sur approbation du crédit et conditionnel à la signature d'un contrat avec Accord D Desjardins, ne payez que les taxes au moment de l'achat et les EcoFrais s'appliquent. Le premier versement mensuel du montant financé est facturé sur le relevé de compte suivant votre achat. Les versements mensuels égaux (inclus dans le paiement minimum du de la carte de crédit) sont déterminés en divisant le montant financé par le nombre de mois indiqués dans la promotion retenue. L'intérêt n'est pas appliqué sur le versement mensuel si le paiement minimum du est effectué avant la date d'échéance apparaissant sur l'état de compte mensuel. Dans le cas où les conditions précitées ne sont pas respectées, l'intérêt annuel applicable sur la carte de crédit du détenteur est alors calculé au taux de 19,5 % annuellement sur les sommes en souffrance. Il n'y a aucuns frais de renouvellement ou d'adhésion. Détails en magasin.



Brault & Martineau

Pour le meilleur et pour le prix

Nous payons la TPS et la TVQ

Cette promotion se termine aujourd'hui!

sur une grande variété de meubles*, matelas*, accessoires de décoration*, électroménagers* et appareils électroniques*

Mobilier de salon modulaire

De style contemporain urbain, chic, revêtement en cuir laminé de première qualité, à la fois doux, confortable et facile d'entretien. Aussi disponible en configuration inversée.

Livraison gratuite

2775\$³⁶ ou **999\$** 2 mcx

nous payons la tps et la tvq!

Fauteuil berçant et inclinable

Assise en cuir laminé

Livraison gratuite

1108\$³⁶ ou **399\$**

nous payons la tps et la tvq!

Mobilier de salle à manger

De style transitionnel, table de 97 x 137 cm (38 x 54 po) avec panneau de rallonge de 41 cm (16 po)

Livraison gratuite

4164\$³⁶ ou **1499\$**

nous payons la tps et la tvq!

Comprend : 1 table et 4 chaises

• Buffet 19,42 \$*/mois ou 699 \$

Mobilier de chambre

De style transitionnel

Livraison gratuite

1898\$⁵⁰ ou **949\$**

nous payons la tps et la tvq!

Comprend : bureau double, miroir, 2 tables de nuit, tête, pied et côtés de lit

• Commode 5 tiroirs 5,38 \$*/mois ou 269 \$

FRIGIDAIRE GALLERY.

STERLING

Réfrigérateur de 18 pi³

4 demi-tablettes en verre SpillSafe®, 2 tiroirs à fruits et légumes à humidité contrôlée, balconnets ajustables, Energy Star®

Livraison, ramassage et service gratuits

1698\$⁵⁰ ou **849\$**

nous payons la tps et la tvq!

Cuisinière avec four à convection autonettoyant

Four de 5,7 pi³, zone réchaud, convection à ventilateur. Aussi disponible en blanc. Voir prix en magasin

Livraison, ramassage et service gratuits

1598\$⁵⁰ ou **799\$**

nous payons la tps et la tvq!

Lave-vaisselle

5 niveaux de lavage, capacité de 14 couverts, filtration de l'eau à 100 %, broyeur d'aliments durs, départ différé

Ultra Quiet III, Energy Star®

Aussi disponible en blanc. Voir prix en magasin

Livraison, ramassage et service gratuits

958\$⁵⁰ ou **479\$**

Lave-vaisselle

nous payons la tps et la tvq!

Barbecue de 40 000 BTU

Surface totale de cuisson de 644 po², 4 brûleurs en acier inoxydable, brûleur latéral de 10 000 BTU, grilles en fonte émaillée de porcelaine, système d'allumage électronique

Livraison gratuite

658\$⁵⁰ ou **329\$**

nous payons la tps et la tvq!

PROSCAN

Téléviseur à écran DEL de 29 po

1 entrée PC, syntoniseur ATSC/NTSC

Livraison gratuite et garantie du fabricant de 12 mois

29 po DEL HDMI +2

nous payons la tps et la tvq!

583\$⁵⁰ ou **291\$**

291,55\$ + EcoFrais de 12,35\$ = 303,90\$

PROSCAN

Téléviseur à écran ACL de 46 po

Résolution pleine HD 1080p, entrée PC (VGA), port USB, sortie coaxiale, prise pour écouteurs

Livraison gratuite et garantie du fabricant de 12 mois

46 po ACL HDMI +3 USB

nous payons la tps et la tvq!

1383\$⁵⁰ ou **691\$**

691,55\$ + EcoFrais de 42,55\$ = 734,10\$

Galerie du sommeil

90 jours d'essai sur TOUS nos matelas

Si vous n'êtes pas satisfait, nous vous l'échangerons contre un modèle de valeur égale ou supérieure. Détails en magasin.

La garantie confort, UNE EXCLUSIVITÉ des Galeries du sommeil Brault & Martineau

Serta

MILENA

Matelas maxi-ferme. Fibres traitées antimicrobiennes Body. 1 po de mousse confort (piquage). 1 po de mousse support et mousse latex (rembourrage). Ressorts ensachés individuellement avec contour de mousse.

Aussi disponible matelas moelleux et semi-ferme

Sommier aussi offert. Voir prix en magasin

Garantie du fabricant de 10 ans. Livraison gratuite

• 1 place/740 ressorts 15,38 \$*/mois ou 769 \$

• Grand lit/1296 ressorts 19,18 \$*/mois ou 959 \$

• Très grand lit/1660 ressorts 23,98 \$*/mois ou 1199 \$

MAXIME

Matelas semi-ferme/Périmètre en mousse. Surpiqué de mousse et laine.

Sommier aussi offert. Voir prix en magasin. Garantie ferme du fabricant de 10 ans. Livraison gratuite

• 1 place/418 ressorts 11,08 \$*/mois ou 399 \$

• Grand lit/720 ressorts 16,64 \$*/mois ou 599 \$

• Très grand lit/920 ressorts 22,19 \$*/mois ou 799 \$

nous payons la tps et la tvq!

1331\$³⁶ ou **479\$** 2 places/608 ressorts

nous payons la tps et la tvq!

1798\$⁵⁰ ou **899\$** 2 places/1054 ressorts

Payez jusqu'à **50** versements sans intérêt*

sur une grande variété de meubles**, matelas**, accessoires de décoration**, électroménagers** et appareils électroniques**

HEURES D'OUVERTURE:

LUNDI AU VENDREDI 10 H À 21 H • SAMEDI 9 H À 17 H • DIMANCHE 10 H À 17 H

braultetmartineau.com

Desjardins partenaire officiel de Brault & Martineau



Suivez-nous sur **twitter** au @BM_Promotions

BROSSARD 450 619-6777	GATINEAU 819 561-5007 • 1 877 755-2555	KIRKLAND 514 697-9228	LASALLE 514 364-6110	SAINT-LÉONARD 514 254-9455
REPENTIGNY 450 470-0815	SHERBROOKE 819 562-4242 • 1 800 267-4240	SAINT-HUBERT 450 676-1911	SAINTE-THÉRÈSE 450 430-0555	LAVAL 450 682-2516



HEURES D'OUVERTURE:

LUNDI AU MERCREDI 10 H À 18 H
JEUDI ET VENDREDI 10 H À 21 H
SAMEDI 9 H À 17 H • DIMANCHE 10 H À 17 H

GRANBY 450 372-5656	ST-HYACINTHE 450 774-6116	ST-JEAN-SUR-RICHELIEU 450 349-1609
MASCOUCHE 450 474-8531	ST-JÉRÔME 450 431-9338	VAUDREUIL-DORION 450 424-2651

ACTUALITÉS

« Dans la vie, il était un ange »

La voisine de l’homme qui aurait tiré sur des ambulanciers dit qu’il était en crise

MARIE-MICHÈLE SIOUI

La rengaine commence à être connue: un homme sans histoire, aimé de tous, qui perd la tête après une rupture amoureuse. La situation paraît cependant beaucoup moins familière quand l’homme en question est le voisin d’à côté.

Vendredi soir, dans l’arrondissement de Saint-Léonard, à Montréal, Michel Couture a disjoncté, cassé une fenêtre de sa maison pour en sortir un fusil et tirer vers les ambulanciers venus lui porter secours.

Deux heures plus tôt, sa voisine discutait avec lui, comme elle en avait l’habitude. « Il était en crise, se rappelle-t-elle. Il voulait parler à sa femme, à sa fille. Il me disait souvent que sa femme l’avait laissé, qu’il était triste parce qu’il



PHOTO FÉLIX O.J. FOURNIER, COLLABORATION SPÉCIALE
Les policiers ont dû faire évacuer un large secteur de l’arrondissement de Saint-Léonard, vendredi.

était tout seul. » La voisine l’a ensuite entendu parler au téléphone. Ce serait un membre de sa famille qui aurait alerté les autorités,

a révélé Urgences-santé. Ni Urgences-santé ni le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) ne sont en mesure d’indiquer si Michel

Couture souffrait de problèmes de santé mentale. Chose certaine, il était en situation de détresse psychologique, vendredi, quand il a ouvert le feu à deux reprises, forçant l’évacuation de plusieurs résidents du secteur qu’il habite depuis 15 ans.

Sa voisine, qui partage un balcon avec lui depuis son arrivée dans la rue de Pontoise, sait que M. Couture vit seul depuis au moins le mois de juillet. Elle n’a jamais vu sa femme ni sa fille. L’homme était cadre dans une société d’État, ajoute-t-elle. « On faisait des barbecues, on discutait. Quand j’arrivais avec des sacs plein les mains, il m’aidait », raconte-t-elle. « Dans la vie, il était un ange. C’est triste. »

En attente d'accusations

Michel Couture subit maintenant une évaluation

médicale, après quoi une décision concernant les accusations déposées contre lui sera prise, a expliqué le SPVM hier. L’homme de 60 ans pourrait faire face à des accusations de tentative de meurtre, notamment. Il aurait tiré en direction des autorités à deux reprises, et l’utilisation du registre des armes à feu a été essentielle dans cette histoire, selon la police de Montréal. C’est en effet après avoir constaté que le forcené possédait une arme à longue portée que les policiers ont choisi d’agrandir le périmètre de sécurité, qui s’étendait des rues Jean-Talon à Bélanger, au sud, et du boulevard de l’Assomption au boulevard Lacordaire, vers l’est.

L’homme s’est finalement rendu aux policiers un peu après 4 h, samedi matin, sans résister.

Un mort et un blessé dans une fusillade à Toronto

La victime était connue des policiers

LA PRESSE CANADIENNE

TORONTO — Plusieurs armes à feu auraient été utilisées dans la fusillade qui a éclaté samedi soir dans le stationnement d’un centre commercial au nord de Toronto et qui a coûté la vie à une personne, en plus d’en blesser grièvement une autre, a indiqué hier la police de Toronto.

Le détective Rob North a confirmé la mort de Michael

Nguyen, 23 ans, abattu par balle vers 20h samedi dans le stationnement du centre commercial de Yorkdale. Il se trouvait près de l’entrée d’un magasin.

La victime était connue du milieu policier, a ajouté le détective North. Il a toutefois souligné que rien ne laisse croire pour le moment que cette mort soit liée à des gangs de rue.

Il a également indiqué qu’un autre jeune homme, âgé de

24 ans, avait été la cible de tirs près de l’entrée d’un restaurant. Les échanges de tirs s’étaient déplacés de l’autre côté du stationnement. Selon le détective North, l’homme est dans un état critique mais stable dans un hôpital de Toronto. Les équipes médicales s’attendent à ce qu’il survive.

Une dispute dégénère

Une altercation aurait éclaté entre deux groupes, a

mentionné M. North, mais les enquêteurs ne savent pas encore si elle a débuté à l’intérieur ou devant le centre commercial, pas plus qu’ils ne savent si les échanges de tirs provenaient de groupes rivaux ou de membres d’une même bande.

Aucun coup de feu n’a été tiré à l’intérieur du centre commercial, et les policiers ne croient pas, pour l’instant, que des passants aient pu

être blessés dans cet incident, a précisé le détective North lors d’un point de presse tenu plusieurs heures après la fusillade.

Les policiers recherchent cinq ou six suspects. Le détective North a ajouté qu’aucune arme n’avait été retrouvée sur les lieux. Un véhicule a toutefois été remorqué par les policiers pour être examiné de plus près.



1544 RAISONS

*de lui faire
prendre l'air*

allonspecher.com

PRÉSENTÉ PAR :

SAIL

korem

geospatial et intelligence d'affaires



Fédération québécoise
des chasseurs et pêcheurs

Deux amis d’origine haïtienne se retrouvent maires au Québec

LA PRESSE CANADIENNE

Un long chemin a été parcouru depuis les campus universitaires d’Haïti, alors qu’Ulrick Chérubin et Michel Adrien rêvaient d’une vie à l’étranger, à l’époque où leur pays était sous l’emprise du dictateur François Duvalier. Les deux hommes, aujourd’hui maires des villes d’Amos et de Mont-Laurier, n’auraient jamais pu imaginer où leur destin les mènerait. Il y a maintenant une

quarantaine d’années qu’ils ont quitté, chacun de leur côté, le régime Duvalier pour s’établir au Québec. Et ils y ont été élus dans leur ville respective, qui compte environ 13 000 habitants chacune, et tous deux profitent d’un fort taux de popularité. Bien qu’il y ait très peu de résidents appartenant à des minorités visibles dans les municipalités d’Amos et de Mont-Laurier, les électeurs leur ont, à plusieurs reprises, accordé de nouveaux mandats.

M. Chérubin, âgé de 69 ans, est maire d’Amos depuis 2002. Il affirme s’être senti chez lui

C’était en 1973. M. Chérubin a partagé qu’il ne devait rester que deux ans à Amos, mais que

« Si on nous avait dit à l’époque que nous nous serions retrouvés maires de villes du Québec, nous aurions dit que c’était impossible. » — Michel Adrien, maire de Mont-Laurier

dès qu’il a mis les pieds dans cette ville minière, où il s’était déplacé pour obtenir un contrat d’enseignement de deux ans.

cela fait maintenant 40 ans qu’il a déposé ses valises. De son côté, M. Adrien a raconté avoir reçu un accueil

chaleureux après son déménagement à Mont-Laurier, en 1969. Il s’y était lui aussi rendu pour décrocher un contrat de professeur. L’ancien enseignant de sciences physiques au secondaire avait émigré d’Haïti l’année précédente. M. Adrien, âgé de 66 ans, soutient que son premier souvenir de Mont-Laurier fut « l’extrême gentillesse » des résidents. Les deux hommes se sont rencontrés à l’Université de Port-au-Prince dans les années 60. « Si on nous avait dit à l’époque que nous nous serions retrouvés maires de villes du Québec, nous aurions dit que c’était impossible », a confié M. Adrien. Ils avaient perdu contact en Haïti avant de se recroiser au Québec dans les années 90, alors qu’ils étaient tous deux conseillers municipaux.

ÉVÉNEMENT

PLEIN GAZ



OBTENEZ UNE CARTE D'ESSENCE DE 500\$¹

À L'ACHAT OU À LA LOCATION D'UN DES VÉHICULES

LES PLUS ÉCONERGÉTIQUES JAMAIS PRODUITS PAR CHEVROLET.



CARTE D'ESSENCE DE

500\$¹

+

POUR UNE DURÉE LIMITÉE JUSQU'À

2500\$²

DE RABAIS À L'ACHAT AU COMPTANT DE CERTAINS MODÈLES

SONIC LS 2013

BERLINE

LOUEZ À

154\$³

/MOIS

0\$

DE COMPTANT

0%

PENDANT 60 MOIS



LES PLUS PETITES MENSUALITÉS DE L'INDUSTRIE

+



COMPREND LE TRANSPORT

MODÈLE 5 PORTES LTZ ILLUSTRÉ

CRUZE LS 2013

LOUEZ À

167\$³

/MOIS

0\$

DE COMPTANT

0%

PENDANT 60 MOIS



+



COMPREND LE TRANSPORT

MODÈLE LTZ ILLUSTRÉ

TRAX LS 2013

LOUEZ À

229\$³

/MOIS

1999\$

DE COMPTANT

LOCATION 60 MOIS



LE NOUVEAU PETIT VUS

+



COMPREND LE TRANSPORT

MODÈLE LTZ ILLUSTRÉ

EQUINOX LS 2013

ACHETEZ À

159\$⁴

/2 SEM.

84 MOIS À UN TAUX DE 0,9%

(TAUX EFFECTIF DE 2,57%)

26 499\$⁴

INCLUANT 1500\$ DE RABAIS AU COMPTANT



+



COMPREND LE TRANSPORT ET LA TAXE DE CLIMATISATION

MODÈLE LTZ ILLUSTRÉ

REMISE ADDITIONNELLE DISPONIBLE AVEC LE PROGRAMME FAITES DE L'AIR!

POUR GARANTIR NOTRE QUALITÉ, NOUS LA COUVRONS AVEC UNE GARANTIE DU GROUPE MOTOPROPULSEUR DE 160 000 KM/5 ANS* SELON LA PREMIÈRE ÉVENTUALITÉ.

*Demandez au concessionnaire les détails de la garantie limitée.

CONTACTERCHEVROLET.CA

L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers et s'appliquant aux modèles 2013 neufs suivants: Cruze (IPJ69/ISA), Sonic (IJU69/ISA), Trax (IJU76/ISA) et Equinox (ILF26/ISA). Les modèles illustrés peuvent comprendre certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Transport (1550\$) et taxe de climatisation (100\$, le cas échéant) inclus. Immatriculation, assurance, frais liés à l'inscription au RDPRM, droits et taxes en sus. 1. Valable uniquement aux établissements GM participants au Canada. L'offre d'une carte d'essence Petro-CanadaSM d'une valeur de 500\$ (y compris les taxes applicables) s'adresse aux clients au détail à l'achat, à la location ou à l'achat avec financement d'un véhicule neuf admissible (voiture, multiségment ou utilitaire) 2013 Chevrolet, Buick, GMC et Cadillac entre le 1^{er} mars 2013 et le 30 avril 2013 et moyennant paiement supplémentaire de 0,01\$. L'offre exclut les pick-up Chevrolet et GMC. Demandez les détails à votre concessionnaire GM participant. La carte sera valide 72 heures après la livraison. GMCL n'est pas responsable des cartes perdues, volées ou endommagées. La carte d'essence est émise par Suncor Energy Products Partnership et est assujettie aux modalités de l'entente sur les cartes-cadeaux Suncor Energy Products Partnership. La carte est valide uniquement chez les détaillants Petro-Canada participants (et chez d'autres détaillants approuvés) et n'est pas monnayable. Petro-Canada est une entreprise Suncor Energy. SM Marque de commerce de Suncor Energy Inc. utilisée sous licence. 2. Le rabais est un crédit de livraison (avant les taxes) offert au concessionnaire par le fabricant sur les modèles Chevrolet 2013 suivants: Cruze LS 1SB, LT, LTZ et ECO (2500\$); Equinox LS (1500\$) et Equinox 1LT, 2LT et LTZ (2000\$). Le rabais s'applique uniquement à l'achat au comptant d'un véhicule neuf ou de démonstration. En optant pour la location ou le financement à l'achat, les clients renoncent aux rabais et offres incitatives, ce qui entraînera l'augmentation du taux d'intérêt applicable. Détails chez votre concessionnaire. L'offre prend fin le 1^{er} avril 2013. 3. Prix à l'achat de 14 865\$ pour Sonic, 15 995\$ pour Cruze et 19 995\$ pour Trax. Paiements mensuels basés sur une location de 60 mois, à un taux de 0% pour Cruze LS 1SA et Sonic LS 1SA berline; basés sur une location de 60 mois, à un taux de 3,9% pour Trax. Sur approbation de crédit de la Financière GM. Limite annuelle de 20 000 km; 0,16\$ par kilomètre excédentaire. Certaines conditions s'appliquent. 4. Prix à l'achat de 26 499\$ pour Equinox (incluant 1500\$ de rabais au comptant). Total de 182 paiements effectués aux deux semaines, basés sur un financement à l'achat de 84 mois, à un taux de 0,9% (taux effectif de 2,57%). Sur approbation de crédit des Services de financement auto TD, de la Banque ScotiaSM ou de RBC Banque RoyaleSM. Exemple: basé sur un financement de 27 999\$ à un taux annuel de 0,9%, le paiement aux deux semaines est de 159\$ pour 84 mois. Le coût d'emprunt est de 908,81\$, et l'obligation totale est de 28 907,81\$. La remise de 600\$ à 1500\$ est applicable à l'achat ou à la location d'un véhicule de l'année-modèle 2008 à 2013 en échange d'un véhicule de l'année-modèle 1998 ou antérieurs. Une initiative de l'AQLPA soutenue par le gouvernement du Québec par l'intermédiaire du Fonds vert. Pour plus d'information, visitez le site www.faitesdelair.org. Ces offres sont exclusives aux concessionnaires du RMAB Québec (excluant la région de Gatineau-Hull) et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat, à l'exception des programmes de La Carte GM, de prime pour étudiants et de GM Mobilité. La GMCL se réserve le droit de modifier, de prolonger ou de supprimer ces offres et ces programmes pour quelque raison que ce soit, en tout ou en partie, à tout moment et sans préavis. Le concessionnaire peut vendre ou louer à un prix moindre. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. Pour de plus amples renseignements, passez chez votre concessionnaire, composez le 1 800 463-7483 ou visitez gm.ca.

ÉDUCATION EN CLASSE D'ATTACHEMENT

COMME UNE BOMBE À RETARDEMENT

La classe d'attachement et les deux classes de comportement de l'école Martel, à Sorel, accueillent des enfants dysfonctionnels, aux prises avec des problèmes de santé mentale et de comportement. Avec patience et douceur, le personnel travaille au rythme de l'enfant pour l'aider à cheminer. L'école a ouvert ses portes à *La Presse* pendant quelques jours pour vivre le quotidien de ces enfants. Voici le dernier volet de notre reportage.



PASCALE BRETON

Le retour du dîner se passe dans le calme. Matthew commence à se braquer lorsqu'il est question de se rendre à la bibliothèque. Sans crier gare, il lance ses livres par terre et part en courant dans le corridor.

Immédiatement, Nancy Gamelin, technicienne en éducation spécialisée (TES), part à ses trousses, ainsi que Julie Fugère, la pédopsychiatre. On entend des cris, des pleurs.

Le jeune est conduit vers le local d'isolement. Une pièce d'à peine quatre pieds sur huit, verrouillée de l'extérieur, sans rien d'autre qu'un épais tapis au sol.

Le local d'isolement est une mesure de dernier recours au Palier 3. Les interventions respectent une procédure rigoureuse autorisée par les parents. Quand un enfant est en crise au point d'être dangereux pour lui ou pour les autres, les intervenants n'ont pas le choix.

Matthew se débat. Il frappe le mur avec son poing – si fort que ses jointures rougies menacent de se fendre.

Un autre TES, Stéphane Chrétien, arrive en renfort. Il doit intervenir physiquement pour calmer l'enfant et l'empêcher de se faire du mal.

Assis sur le tapis, il tient Matthew doucement, mais fermement dans ses bras. L'enfant finit par se calmer et se recroqueville sur le sol.

L'intervenant sort en laissant la porte entrouverte pour donner à l'enfant encore quelques minutes de tranquillité. Il a le visage fatigué. « Ce n'est jamais facile, une intervention comme celle-là », affirme M. Chrétien.

Heureusement, elles ne sont pas fréquentes. Le profil des élèves a changé au fil des ans dans les classes d'attachement et de comportement. Les interventions aussi.

Avant, il n'était pas rare que les enseignants et le personnel soient menacés physiquement. « Je me suis fait mordre, cracher dessus, menacer avec des ciseaux », se souvient Martin Latour, enseignant en adaptation scolaire à l'école Martel depuis plusieurs années.

« Nous avons eu un élève dont la mère avait perdu son emploi parce que l'école l'appelait trop souvent au travail pour qu'elle vienne chercher son enfant en crise. »

— Karine Valois, enseignante dans la classe d'attachement

Aujourd'hui, la violence est souvent verbale. Les jeunes en crise lancent des insultes et des blasphèmes.

Quand ils sentent l'angoisse monter, les élèves ont plusieurs moyens à leur disposition pour les aider à se calmer. Certains vont au local d'apaisement, un endroit rempli de jouets et de toutous. D'autres préfèrent courir et se défouler à l'Escale, un grand

local vide, éclairé par de larges fenêtres.

Les enfants des classes adaptées sont impulsifs. Ils gèrent mal leur colère. En classe ordinaire, ils ont tous fait des crises. Des crises souvent incontrôlables.

« Nous avons eu un élève dont la mère avait perdu son emploi parce que l'école l'appelait trop souvent au travail pour qu'elle vienne chercher son enfant en crise », raconte Karine Valois, enseignante dans la classe d'attachement.

Dans les classes adaptées, les enfants apprennent peu à peu à trouver des moyens de gérer leur colère, d'exprimer leurs sentiments.

Balles en mousse antistress, minuterie, protecteurs d'oreilles antibruit, embouts en plastique placés sur les crayons pour empêcher les enfants de les manger: divers moyens sont utilisés pour aider les élèves à calmer leur anxiété.

Ça fonctionne. Éloi, surnommé affectueusement la sauterelle parce qu'il était incapable de rester en place, arrive maintenant à se concentrer sur son travail quand il porte une veste avec de légers poids. La lourdeur sur ses épaules l'apaise.

Récemment, la zoothérapie a aussi fait son entrée à l'école Martel. Les lapins Noisette et Bob partagent également le quotidien des élèves dans les classes. Le coup de foudre a été instantané. Les enfants s'en occupent comme de vrais bébés, et oublient pour quelques instants leurs inquiétudes.

Le nom des élèves a été changé par souci de confidentialité.



PAS QUESTION DE TRAVAILLER AILLEURS

À la commission scolaire de Sorel-Tracy, tout le monde connaît l'école Martel. C'est l'école primaire la plus défavorisée du secteur, dont la clientèle n'est pas toujours facile. Ça ne se bouscule pas aux portes pour enseigner dans les classes adaptées.

Pourtant, les enseignants et les intervenants n'échangeraient pas leur place. Plusieurs sont là depuis de nombreuses années. Ils parlent de leurs élèves avec fierté.

« Parfois, ils nous en font baver, mais on les aime », lance Martin Latour, qui enseigne dans les classes de comportement depuis 12 ans.

Il travaille avec Stéphane Chrétien, technicien en éducation spécialisée. Cette classe, composée majoritairement de garçons, semble apprécier le fait d'avoir deux modèles masculins – une situation plutôt rare dans le milieu de l'éducation.

La plus grande fierté du personnel est de voir l'un des élèves quitter le Palier 3 pour retourner dans une classe régulière. « Il y a un avenir pour ces jeunes. Il s'agit juste de les remettre sur les rails », lance M. Latour. Il a en mémoire un ancien élève qui a travaillé comme mécanicien à la centrale Gentilly, maintenant fermée.

« Certains disent qu'il faut être un peu hyperactif pour être ici. Je l'étais moi-même », déclare de son côté Stéphane Vachon, professeur de musique. Il travaille autant avec les enfants des classes régulières que ceux des classes adaptées.

Dans son cours, les élèves jouent de la flûte à bec, mais s'initient aussi au djembé, à la batterie ou à la guitare électrique. Ils ont un plaisir évident.

Des hauts et des bas

Le quotidien n'est pas toujours facile pour autant. D'une minute à l'autre, personne ne sait ce qui peut arriver.

« Il arrive que je me demande pourquoi j'ai choisi cela. Il y a des hauts et des bas. Dans la même journée, il peut y avoir de moins belles périodes et de super belles, alors on s'accroche à cela », souligne une enseignante. Malgré tout, elle ne voudrait absolument pas travailler dans les classes ordinaires.

Bien plus que les crises, ce sont les situations familiales difficiles vécues par ces enfants qui font le plus mal.

Martin Latour n'a jamais oublié l'image de ces deux enfants, frère et sœur, emmenés séparément dans deux familles d'accueil, qui s'envoyaient la main par la vitre des voitures.

Maîtres de leurs classes, avec un groupe restreint d'élèves, les enseignants en adaptation scolaire ont le sentiment de compter pour leurs jeunes. Et l'inverse est aussi vrai.

Leurs élèves ont tous fait un séjour dans les classes régulières. Ils dérangent le groupe et se faisaient constamment rappeler à l'ordre, souligne Chantal St-Louis, directrice de l'école.

« Vouloir les maintenir à tout prix dans leur classe d'origine, ça fait en sorte qu'ils sont étiquetés. Ils sont toujours sortis de la classe. Ils reçoivent seulement du négatif, et leurs parents aussi. C'est difficile à vivre pour eux. »

Le but ultime est de les réintégrer dans une classe régulière. Parfois, ce n'est pas possible. Mais au moins, les enseignants espèrent allumer une petite étincelle afin qu'ils aiment l'école.

— Pascale Breton

ST-BASILE HONDA

Vente de Pâques!
OUVERT AUJOUR'HUI

LOCATION AUX DEUX SEMAINES

maintenant disponible sur certains modèles

Civic DX 2013

En location **82\$*** aux deux semaines pendant 60 mois

24 000 km/année
1 495\$ acompte
Transport et préparation inclus

URGENT BESOIN DE VÉHICULES D'OCCASION

Payons le maximum pour votre échange!

HONDA VÉHICULES D'OCCASION Certifiés

135, boul. Sir-Wilfrid-Laurier Saint-Basile-le-Grand - 450 461.9999

www.stbasilehonda.com

ÉDUCATION EN CLASSE D'ATTACHEMENT



Dans les classes adaptées, les enfants apprennent peu à peu à trouver des moyens de gérer leur colère, d'exprimer leurs sentiments. PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

SOINS EN PÉDOPSYCHIATRIE

Les enfants souffrent des délais d'attente

PASCALE BRETON

Certains élèves aux prises avec des problèmes de santé mentale attendent des mois avant de rencontrer un pédopsychiatre et de recevoir les traitements adéquats.

De longs mois au cours desquels ils ont du mal à fonctionner.

«La liste d'attente est longue. Nous avons un enfant qui attend depuis deux ans», explique Chantal St-Louis, directrice de l'école Martel.

En attente d'un diagnostic, les élèves qui se retrouvent dans les classes adaptées représentent des cas complexes pour le personnel, qui tente d'adapter ses interventions pour chacun d'eux.

Sorel est le parent pauvre de la Montérégie en ce qui concerne les soins psychiatriques aux enfants, convient la D^{re} Nathalie Cérat, pédopsychiatre rattachée à l'hôpital de Saint-Jean-sur-Richelieu.

Pendant longtemps, aucun spécialiste n'était présent à temps plein dans cette région. C'est plutôt un

pédopsychiatre du Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine qui s'y rendait quelques heures par mois.

L'arrivée d'un pédopsychiatre à temps plein à Sorel, depuis le début de l'année, devrait permettre d'améliorer la situation, croit-elle.

Il y a une dizaine d'années, toute la Montérégie était aux prises avec des listes d'attente considérables en pédopsychiatrie. Il y avait alors 16 spécialistes. On en compte plus de 25 actuellement. Mais, surtout, l'organisation du réseau a été revue et améliorée. Les enfants attendent six mois, en moyenne, pour obtenir des services, alors que l'attente pouvait auparavant se compter en années.

Des cas plus lourds

La lourdeur des cas qui aboutissent dans le cabinet des pédopsychiatres s'est accrue. Cependant, il n'y a pas plus d'enfants souffrant de problèmes de santé mentale qu'il y en avait avant, affirme la D^{re} Cérat.

S'il semble y en avoir plus dans les classes, c'est parce que «le milieu

scolaire est un peu plus à l'affût. Les gens sont plus sensibilisés, les jeunes sont vus à un âge plus précoce qu'avant», explique-t-elle.

Les troubles anxieux sont un problème fréquent. Bien souvent, d'autres membres de la famille en souffrent. Le vécu des jeunes, au cours de leurs premières années de vie, compte aussi pour une part importante.

Quant au trouble d'attachement en tant que tel, les médecins sont prudents. Il est évident que les enfants des classes d'attachement éprouvent une difficulté à fonctionner et vivent une grande détresse psychologique.

Mais le milieu de l'éducation et le milieu de la santé ne s'entendent pas nécessairement sur la définition du trouble d'attachement, reconnaît la D^{re} Cérat. «En médecine, pour avoir un diagnostic d'attachement, il faut vraiment qu'il y ait eu des problématiques très importantes dans les premières années de vie, des problèmes de négligence et d'abandon», explique la pédopsychiatre. Dans les classes d'attachement, le concept est plus général.

6 MOIS

Période d'attente moyenne pour obtenir des services en pédopsychiatrie en Montérégie

AVEC L'ÉVÉNEMENT

JOYEUSES PÂQUES

tout s'embellit

3 JOURS SEULEMENT!
VENDREDI 29 • SAMEDI 30 • LUNDI 1^{er}

10 À 30% DE RABAIS*

À L'ACHAT DE MEUBLES, MATELAS ET ÉLECTROMÉNAGERS SÉLECTIONNÉS

PAYEZ EN 6 VERSEMENTS ÉGAUX SANS INTÉRÊT¹

GERMAIN LARIVIÈRE
enchanté!

3 MAGASINS
SAINT-HYACINTHE
(SECTEUR SAINTE-ROSALIE)
450 799-5522
GERMAINLARIVIERE.COM

LAVAL
514 866-8691

DIX30
450 766-2225

* Les offres sont en vigueur jusqu'au 1^{er} avril 2013 ou jusqu'à épuisement des stocks. Les photos sont à titre indicatif seulement. Certaines conditions s'appliquent. Sur modèles sélectionnés seulement. Les promotions ne peuvent être jumelées. Détails en magasin. Financement disponible en magasin, sous réserve de l'approbation du Service de crédit des Services de cartes Desjardins. 1. Modalités de vente pour le programme de financement « payez en 6 versements égaux » : achat minimum requis de 500 \$ avant les taxes sur les produits sélectionnés. Le financement est conditionnel à la signature d'une entente, sous réserve de l'approbation de crédit. Vous paierez seulement les taxes au moment de l'achat. Après votre achat, le premier versement mensuel sera facturé sur votre premier relevé de compte ou le suivant. Les versements mensuels égaux (inclus dans le paiement minimum dû de la carte de crédit) sont déterminés en divisant le montant financé par le nombre de mois indiqués dans la promotion retenue. L'intérêt n'est pas appliqué sur le versement mensuel si le paiement minimum dû est effectué avant la date d'échéance apparaissant sur l'état du compte mensuel. Dans le cas où les conditions précitées ne sont pas respectées, l'intérêt annuel applicable sur la carte de crédit du détenteur est alors calculé au taux de 19,5 % sur les sommes en souffrance.

LE TOUR DU GLOBE



PHOTO REUTERS

États-Unis Fuite de pétrole canadien en Arkansas

Des équipes d'urgence envoyées par ExxonMobil s'affairaient hier à contenir environ 10 000 barils de pétrole brut déversés après la rupture d'un pipeline qui acheminait du pétrole canadien dans l'Arkansas. Survenue vendredi après-midi, la rupture a forcé l'évacuation des résidents d'une vingtaine de maisons.

— Agence France-Presse et La Presse Canadienne



PHOTO AFP

Centrafrique Nouveau gouvernement d'union nationale

Le premier ministre centrafricain, Nicolas Tiangaye, a nommé hier un nouveau gouvernement d'union nationale. Composé de 34 membres, le gouvernement comprend neuf ministres issus de la coalition rebelle Séléka, au pouvoir depuis une semaine, huit issus de l'ancienne opposition, un ex-proche du président déchu François Bozizé et des membres de la société civile.

— Agence France-Presse



PHOTO AFP

13 millions

Le Canada fournira une aide additionnelle de 13 millions à la Jordanie, qui accueille chaque jour environ 2000 réfugiés syriens, a annoncé hier le ministre des Affaires étrangères, John Baird, lors d'une rencontre avec son homologue, Nasser Judeh. L'argent servira à répondre aux besoins humanitaires et sécuritaires immédiats.

— La Presse Canadienne



PHOTO AFP

Vatican Première messe de Pâques du pape François

Le pape François a été acclamé avec ferveur hier pour sa première messe de Pâques par les 250 000 fidèles rassemblés sur la place Saint-Pierre. Le pape argentin a notamment condamné vigoureusement la traite des personnes et les guerres, dont celle en Syrie.

— Agence France-Presse

ÉTATS-UNIS

Le perpétuel combat contre l'avortement



RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE

NEW YORK — L'argument a été entendu la semaine dernière à la Cour suprême des États-Unis: en reconnaissant le mariage homosexuel comme un droit constitutionnel, le plus haut tribunal américain engendrerait un mouvement de contestation semblable à celui qui a vu le jour après l'arrêt *Roe contre Wade* sur la légalisation de l'avortement, en 1973.

Les défenseurs du mariage homosexuel rejettent d'emblée ce rapprochement, préférant comparer leur cause à la décision *Loving contre Virginie*, par laquelle la Cour suprême a mis fin à l'interdiction des mariages interraciaux en 1967. Près d'un demi-siècle plus tard, aucun Américain n'oserait descendre dans la rue ou en appeler à la justice pour contester le droit d'un Noir de se marier avec une Blanche.

N'empêche, l'argument des opposants au mariage homosexuel pourrait inciter les juges à limiter la portée de leur décision. D'autant plus qu'il est impossible aujourd'hui de nier la longévité et la ténacité du mouvement de contestation engendré par la décision *Roe contre Wade*. Quarante ans plus tard, des Américains continuent en effet à descendre dans la rue et en appeler à la justice pour contester le droit à l'avortement.

Et les juges de la Cour suprême devront sans doute se pencher dans un proche



PHOTO JAMES MACPHERSON, ASSOCIATED PRESS

Quelques dizaines de manifestants se sont réunis la semaine dernière à Bismarck, la capitale du Dakota-du-Nord, afin de dénoncer l'adoption par l'État de la loi la plus restrictive des États-Unis en matière d'avortement.

avenir sur la constitutionnalité de nouvelles lois adoptées par certains États pour restreindre l'accès à l'avortement.

Loi au Dakota-du-Nord

Le hasard a d'ailleurs voulu que la première journée d'audience de la Cour suprême sur le mariage homosexuel coïncide avec la promulgation, au Dakota-du-Nord, de la loi la plus restrictive des États-Unis en matière d'avortement. Le texte interdit tout avortement après l'apparition du premier battement de cœur chez le fœtus, soit environ six semaines après la procréation.

Plusieurs femmes se verraient ainsi priver de leur droit à l'avortement, puisqu'elles ignorent encore, à ce stade, qu'elles sont enceintes. La loi du Dakota-du-Nord ne fait par ailleurs aucune exception pour les cas de viol, d'inceste ou de danger pour la santé de la mère.

Les élus du Dakota-du-Nord avaient déjà manifesté leur intention d'en finir avec l'avortement en approuvant récemment la tenue d'un référendum en novembre 2014

tout avortement après la 20^e semaine. Son critère n'était pas la viabilité du fœtus, mais la douleur que celui-ci pourrait ressentir à ce stade de son développement.

Avant la promulgation de la loi du Dakota-du-Nord, l'Arkansas avait adopté, en février, le texte le plus restrictif en interdisant l'avortement après la 12^e semaine.

Un objectif commun

Les promoteurs de ces nouvelles lois ne veulent pas seulement réduire le nombre d'avortements dans leurs États. Ils cherchent aussi à inciter la Cour suprême à se saisir d'une des causes découlant de leurs initiatives. En effet, ils rêvent encore au jour où les juges les plus conservateurs du haut tribunal annuleront la décision *Roe contre Wade*.

Le Mississippi et le Colorado poursuivaient le même objectif lorsqu'ils ont organisé leur référendum pour désigner comme être humain tout embryon dès la fécondation. Ils ont perdu leur bataille, mais le Dakota-du-Nord a maintenant pris le relais de cette cause, qui crée des divisions au sein même du mouvement antiavortement.

Au final, la question du mariage homosexuel, quelle que soit la décision de la Cour suprême, ne suscitera peut-être pas un mouvement de contestation perpétuel comme c'est le cas pour la question de l'avortement. Mais le plus haut tribunal voudra sans doute éviter d'imposer à l'ensemble du pays une décision susceptible de déclencher une autre croisade morale et juridique.

AFGHANISTAN

Le retrait américain coûtera de 5 à 6 milliards

AGENCE FRANCE-PRESSE

KABOUL — Le retrait des forces américaines d'Afghanistan, où 68 000 de leurs soldats sont encore basés, coûtera au total entre 5 et 6 milliards de dollars, a-t-on appris hier auprès de l'armée américaine.

«Le retrait est une évolution naturelle de la guerre. Celui d'Afghanistan est l'un des plus grands défis de l'histoire des opérations de transport militaire en terme d'échelle et de complexité», a déclaré le général Steven Shapiro, responsable du rapatriement américain.

Quelque 100 000 conteneurs et 25 000 véhicules militaires américains sont encore stationnés sur le terrain afghan, selon le général Shapiro.

L'essentiel de ces biens, hormis une partie cédée aux forces de sécurité afghanes, aura quitté le pays d'ici la fin 2014, date butoir pour le rapatriement des troupes et du matériel de l'Isaf, le bras armé



PHOTO ANJA NIEDRINGHAUS, ASSOCIATED PRESS

À la mi-mars, des Afghans ont manifesté pour demander le retrait des troupes américaines du pays.

de l'OTAN en Afghanistan, que dirigent les États-Unis.

Le coût de ces opérations, «de 5 à 6 milliards», de son début, en 2012, à sa fin, est «constamment réévalué», a indiqué le général Shapiro.

En janvier 2012, un haut gradé américain avait évalué la valeur des équipements

pakistanaïs de Karachi, au sud du pays, puis était transportée par camions jusqu'en Afghanistan.

Cette route terrestre, insécurisée ces dernières années par les attaques de talibans des deux côtés de la frontière, puis coupée du fait de relations diplomatiques houleuses entre le Pakistan et les États-Unis, a été rouverte à la mi-février.

«Notre but est de maximiser [la voie pakistanaise] mais nous utilisons tous les moyens à notre disposition pour mener à bien notre retrait. Une décision appropriée est prise pour chaque équipement basée sur des facteurs comme le coût, la rapidité et la sécurité», a observé le général Shapiro.

D'après une étude conduite par Linda Bilmes, une spécialiste de l'Université de Harvard, les guerres en Irak et en Afghanistan ont déjà coûté 2000 milliards aux États-Unis, un coût qui passera à de 4000 à 6000 milliards sur le long terme (pensions à payer, soins médicaux, etc.).

Mali Retour au calme après des affrontements à Tombouctou

BAMAKO — Un calme relatif était revenu hier soir à Tombouctou, où des soldats maliens, appuyés par des militaires français, ont affronté pendant plusieurs heures des jihadistes qui s'étaient infiltrés dans cette ville, selon des sources militaires et civiles.

«Pour le moment, c'est calme à Tombouctou. Nous maîtrisons la situation», a déclaré un officier de l'armée malienne. Selon des sources militaires maliennes, tout a commencé dans la nuit de samedi à hier lorsqu'un kamikaze en voiture a tenté, sans succès, de forcer un barrage militaire à l'une des entrées de Tombouctou. Il s'est tué en actionnant sa ceinture d'explosifs. Un militaire malien a été blessé. D'autres islamistes en ont profité pour s'infiltrer dans la ville, où l'armée malienne a lancé hier matin des opérations pour les débusquer. Au moins sept personnes, dont un soldat malien et un civil nigérian, ont été tuées depuis 24 heures à Tombouctou.

— Agence France-Presse

DÉBATS

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
Guy Crevier > Président et éditeur
Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
Mario Girard > Directeur principal de l'information
André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

Publicité trompeuse



FRANÇOIS CARDINAL

francois.cardinal@lapresse.ca

Le projet Turcot présenté la semaine dernière est un copier-coller du projet dévoilé il y a trois ans par le gouvernement Charest. Avec ses forces, mais aussi ses faiblesses.

Le gouvernement Marois a certes ajouté une voie réservée, une gare de train et des cases de stationnements incitatifs, mais en gros, il s'agit du même projet routier qui fait peu de cas du territoire sur lequel il sera construit.

Le problème n'est pas l'échangeur comme tel. La conception du carrefour de béton aurait certes pu être plus ingénieuse, mais le projet constitue un tel progrès par rapport à l'horrible version initiale qu'il en devient un compromis acceptable.

La plupart des composantes servant à mousser le projet Turcot ne sont pas incluses dans le budget final.

Que la capacité automobile demeure inchangée, passe encore. Après tout, Turcot est le plus important carrefour motorisé de la province, et il sera toujours possible de réduire la circulation plus tard à l'aide de voies réservées, ce que souhaite étudier Québec.

Le problème est ailleurs, sous l'échangeur.

On nous présente en effet un superbe projet intégré, un projet qui permet, selon le ministre Jean-François Lisée, de «repenser un ensemble d'éléments de la trame urbaine, tant pour améliorer la qualité de vie des

résidents que pour embellir la métropole et préserver son environnement».

Mais en y regardant de plus près, on s'aperçoit que la plupart des composantes qui aurait le pouvoir de transformer ce chantier routier en un projet urbanistique durable sont trompeuses ou absentes du «budget plafond» de 3,7 milliards.... meilleure façon de les exclure plus tard.

Les plans dévoilés lundi dernier contiennent par exemple des corridors pour un train vers l'aéroport et un tramway. Un tramway que l'on voit circuler sur une belle emprise verte dans la vidéo de présentation de 2010. Or il n'y a aucun projet en ce sens. Pas plus qu'il n'existe de plans pour une «desserte aéroportuaire», une intention qui ne verra probablement jamais le jour.

Le projet Turcot est également présenté par le ministre Lisée comme une future «porte d'entrée emblématique» pour Montréal. Il a évoqué en ce sens la mise en valeur de la falaise Saint-Jacques, négligée depuis un siècle. Or, la falaise aura peut-être droit à quelques arbres et une piste cyclable à son pied, mais rien de plus: l'intention du MTQ est de l'enclaver en rapprochant la cour de triage à 30 mètres! On ne met donc pas cet «écoterritoire» en valeur comme on le prétend, on le condamne à tout jamais.

On évoque aussi, grâce au déplacement de la cour de triage, les «400 000 m²» à développer, laissant entendre qu'un nouveau quartier verra le jour. Mais on ne prévoit pas un sou pour la décontamination du site ou son raccordement aux infrastructures publiques.

Soyons honnête, il y a des composantes urbanistiques intéressantes dans le projet, comme le pont à haubans audessus du canal de Lachine, les trottoirs élargis dans les quartiers avoisinants et les murs antibruit transparents. Mais rien pour faire de Turcot un projet d'embellissement de la métropole.



DROITS RÉSERVÉS/apcote@lesoleil.ca

> LE BLOGUE QUEL AVENIR POUR MONTRÉAL?

D'ABORD, UN LEADER FORT

Montréal a besoin d'un leader qui va nous redonner notre fierté collective et notre désir de gagner, croit Dominick Gauthier, entraîneur de champions olympiques et cofondateur de B2dix. Un leader qui n'aura pas peur de foncer et de faire face à l'adversité et aux critiques. Un leader qui restera fidèle à sa vision malgré les embûches.

Lisez le billet de Dominick Gauthier et réagissez à lapresse.ca/avenirmtl

Dysfonctionnement ordinaire



ARIANE KROL

akrol@lapresse.ca

On s'habitue à tout, mais ce n'est pas toujours une bonne chose. Un mois après l'entrée en vigueur de 85 milliards de dollars de compressions automatiques aux États-Unis, il faut se rendre à l'évidence: cette mesure extrême n'a pas produit l'électrochoc escompté.

Samedi après-midi, le président Obama est allé jouer au golf. Sa première partie depuis que le couperet est tombé sur le budget américain, le 1^{er} mars dernier. Des critiques républicains réclamaient qu'il renonce à ce sport nécessitant la présence d'agents des services secrets, puisque c'est précisément pour réduire les heures de travail de ces employés que la Maison-Blanche a suspendu ses populaires visites au public.

Anecdote? Comme presque toutes les manifestations de ces coupes aveugles jusqu'ici. Ces compressions, rappelons-le, n'avaient pas été conçues pour s'appliquer mais, au contraire, pour forcer les élus à s'entendre sur de meilleures solutions. Qu'ils les aient laissé passer montre à quel point ce Congrès est dysfonctionnel. Seuls les risques de paralysie immédiate semblent encore faire effet – c'est ce qui a récemment convaincu le Sénat et la Chambre d'approuver une résolution spéciale pour financer l'administration publique jusqu'à la fin septembre.

La menace de compressions aveugles de 85 milliards, par contre, ne semble pas mériter

un tel effort. Consternant! Si certaines mesures annoncées jusqu'ici sont plutôt raisonnables (réduction dans les dépenses des élus, retard dans l'ouverture du parc Yellowstone), d'autres sont absurdes (mission d'un porte-avion annulée à la dernière minute), voire inquiétantes (fermeture de 149 tours de contrôle, délais dans le nettoyage d'un site de déchets nucléaires, etc.). Et c'est sans compter les congés sans solde imposés aux fonctionnaires fédéraux, dont l'application reste à préciser.

L'impact sur la population sera inégal, mais bien réel. Des programmes d'aide au logement et à l'éducation vont être coupés, des employés de l'État et des sous-traitants vont devoir restreindre leurs dépenses, et les simples citoyens vont subir des retards et diverses contrariétés dans les services publics.

Rien de tragique, sauf dans les régions où une part importante de l'économie est tributaire de la Défense, mais du sable un peu partout dans les engrenages, souvent là où on ne s'y attend pas. L'aspect imprévisible de ces coupes risque d'affecter particulièrement les pays qui ont des relations importantes avec les États-Unis, comme le Canada. Les voyageurs ont tous entendu parler des retards possibles aux frontières et dans les aéroports. Les entreprises qui commercent avec nos voisins, elles, pourraient devoir composer avec de nombreux irritants qu'on ne soupçonne pas encore.

Si, au moins, l'expérience pouvait servir de leçon. Hélas, le seuil de tolérance des élus américains semble aussi facile à relever que le plafond de la dette. Voilà qui augure bien mal pour l'assainissement des finances publiques.

OPINION

Un juste milieu



GAÉTAN FRIGON

Ex-PDG de la SAQ et de Loto-Québec, l'auteur est président exécutif de Publipage inc. Il collabore régulièrement à nos pages Débats.

Les gouvernements successifs m'ont toujours semblé respecter la consigne selon laquelle un parti au pouvoir ne doit jamais changer d'idée, même devant l'évidence que la décision prise est mauvaise. Il appert qu'ils craignaient comme la peste que cela soit vu comme un signe de faiblesse qui donnerait des munitions aux partis de l'opposition.

Le meilleur défenseur de cette façon d'agir s'appelle Jean Charest. Ce dernier pouvait, lorsqu'il était premier ministre, refuser carrément de reculer, même devant l'évidence que ledit refus allait empirer les choses. Il en faisait, en quelque sorte, une question de principe, préférant souvent se tirer dans le pied plutôt que de se rendre aux arguments logiques de l'opposition.

Deux exemples me viennent en tête. Le premier concerne les défusions des villes faisant partie de la grande Ville de Montréal. Au risque de tout bousiller, Jean Charest est allé de l'avant avec sa promesse faite aux anglophones de permettre le démembrement des villes fusionnées sous le gouvernement du Parti québécois. Le résultat a été rien de moins qu'une nouvelle Ville de Montréal

ingouvernable avec 21 roitelets. Ce fut là une erreur fondamentale qui a contribué aux échecs d'aujourd'hui.

Le deuxième exemple concerne l'industrie de la construction. Pendant des années, Jean Charest a refusé de même considérer la mise sur pied d'une commission d'enquête, sachant que, politiquement, une telle commission pourrait lui coûter cher. Et il a créé la commission Charbonneau seulement lorsque les circonstances ne lui en ont plus donné le choix. Le Parti libéral du Québec en paie le prix aujourd'hui.

Au début du mandat de Pauline Marois comme première ministre, j'ai vu comme un élément positif le

et de souplesse de sa part est rapidement devenu un signe de faiblesse, le signe de quelqu'un qui ne sait pas où elle s'en va. En fait, Pauline Marois a changé d'idée sur à peu près tous les grands dossiers qu'elle a eu à affronter.

En fait, si je voulais qualifier sa façon d'agir, je ne sais trop si je devrais dire qu'elle avance en arrière comme un passager dans un autobus, ou qu'elle recule en avant comme le faisait Michael Jackson avec sa fameuse danse, le moonwalk. Mais dans un cas comme dans l'autre, c'est devenu une risée. Il semble que Pauline Marois tire en premier et pose des questions après. Admettons que ce n'est pas la bonne façon de gouver-

Pauline Marois change tellement souvent d'idée que ce qui était un signe de flexibilité et de souplesse de sa part est rapidement devenu un signe de faiblesse.

fait qu'elle n'hésitait pas à faire marche arrière lorsqu'il était évident qu'elle allait frapper un mur. J'ai vu cela comme un vent de fraîcheur, comme un signe d'ouverture en ce sens qu'elle n'érigeait plus en système le fait de ne jamais céder devant l'adversaire, devant la critique populaire.

Cependant, les reculs répétés de Pauline Marois ont vite fait de changer la donne. Elle change tellement souvent d'idée que ce qui était un signe de flexibilité

ner. Il faut réfléchir avant et non après avoir pris des décisions.

Disons qu'entre la rigidité à outrance d'un Jean Charest et les volte-face à répétition d'une Pauline Marois, il doit certes y avoir un juste milieu, à savoir être rigide lorsque la situation l'exige et faire volte-face lorsque la situation l'exige. Mais présentement, il est très difficile, outre la gouvernance souverainiste, de suivre l'idéologie mise de l'avant par Pauline Marois.

À BIEN Y PENSER

Il fut un temps, pas si lointain, où Gilles Duceppe devait œuvrer à Ottawa et Pauline Marois à Québec. Loin des yeux, mais pas du cœur. Le temps arrange bien les choses pour ceux qui éprouvent une attirance politique mutuelle. Voilà que le copinage entre Pauline et Gilles se traduit par une nomination partisane de M. Duceppe à la tête d’une commission provinciale, incubateur d’idées, sur la réforme fédérale de l’assurance-emploi. Oui, M. Duceppe défendra le fort contre les arrogants butors du fédéral. Ce renfort vient éviter qu’il agisse en belle-mère.

— Francis de Gainsbourg, Québec

DÉBATS

SPLENDEURS ET MISÈRES

Comme Don Quichotte

SARAH LAPRISE
Enseignante au secondaire

« Je suis désolée, mais on ne pourra pas terminer la mangeoire d’oiseaux, car on n’a plus d’argent. » En imaginant leurs mines déconfites, je me suis dit que je ne pouvais pas leur dire ça. Près de 90\$ dollars de charnières, de vis et d’autres pièces de quincaillerie plus tard, mes élèves ont pu terminer leurs mangeoires, vivre une petite réussite et, pour plusieurs, l’offrir à leurs parents, les yeux pétillants de fierté.

Non, je ne pouvais pas leur faire ça, malgré l’affirmation de ma directrice que les coffres sont vides, qu’il n’y a plus un sou à déboursier pour le reste de l’année. J’ai décidé d’investir.

C’est la triste réalité des écoles publiques. Je dispose d’environ 3,50\$ par élève pour l’année, afin de rivaliser avec l’internet ou leur Xbox et les garder sur les bancs d’école. J’use de tous les stratagèmes: je suis clown, vulgarisatrice ou centre de récupération. La technicienne en travaux pratiques démonte les objets que les élèves n’ont pas ramenés et on récupère, recoupe, repeint la moindre petite pièce pouvant être réutilisée, pour qu’on puisse réaliser les projets prescrits par le ministère de l’Éducation, puisque je dois les évaluer pour le volet pratique. Mais tout cela nécessite du matériel et nous avons un budget famélique.

Il semble que mes élèves aiment beaucoup mon cours, mais moi, je suis épuisée. Chaque jour, je suis impuissante devant la misère de



PHOTO, EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, LA PRESSE

L’enseignante Sarah Laprise au milieu des mangeoires d’oiseaux construites par ses élèves. Elle a dû déboursier de sa poche une partie des matériaux nécessaires.

plusieurs de mes élèves, je me bats contre la faim ou la violence dont plusieurs sont victimes. Je n’ai pas de ressource, ou si peu, pour les aider. Je tente de leur faire réussir

quelque chose, leur donner un sourire, les amener à persévérer, leur démontrer qu’eux aussi sont capables. Je me sens comme Don Quichotte contre les moulins à vent.

Nos élèves ont besoin d’aide. J’ai besoin d’aide pour les faire réussir. Mes collègues, ma direction, nous avons tous besoin d’argent et de ressources pour aider

nos jeunes à terminer leurs études secondaires. Avant de céder aux demandes des universitaires, commençons par aider les élèves du secondaire.

Ces femmes merveilleuses du CLSC

J’ai reçu mon sixième traitement par perfusion pour combattre le cancer des os. Le traitement se donne au CLSC Olivier-Guimond, aux quatre semaines, et dure au moins trois heures.

Lors de mes six visites, le même scénario se répète. En entrant, à droite, une femme est presque toujours au téléphone derrière un panneau vitré. À tout coup, elle me sourit et, si elle n’est pas au téléphone, elle me lance un « Bonjour » chaleureux.

Trois pas de plus et je suis à la réception. Une jeune femme me sourit, me dit « Bonjour madame », puis vérifie mes coordonnées et l’heure de mon rendez-vous. Je passe alors à la salle d’attente.

Comme j’arrive toujours à l’avance, j’ai le temps d’observer les deux préposées qui enregistrent les gens qui viennent pour des prélèvements. Ces femmes saluent et sourient à chaque personne qui se présente à leur guichet.

L’infirmière vient me chercher pour commencer le traitement. Elle est toujours souriante, aimable et attentive à mes besoins. Elle répond à mes questions et m’installe confortablement pour les trois prochaines heures. Une fois le traitement commencé, elle s’assure que j’ai la sonnette à portée de main avant d’aller s’occuper d’un autre patient. Elle revient vérifier régulièrement que tout se déroule bien. Je me sens en sécurité.

On a souvent la critique facile face aux soins de santé prodigués dans le réseau public. Or, je peux témoigner du dévouement et de la compétence de ces femmes que je côtoie régulièrement. En prime, des sourires

chaleureux tout au long du parcours.

Nicole Trachy, Montréal

Déphasé

En lisant mon journal au café, j’ai croisé un ancien collègue qui arrivait, en 1997, à l’école où j’enseignais, alors que je prenais ma retraite.

J’ai enseigné durant 33 ans et, sauf rares exceptions, j’ai pu travailler dans un climat favorable, dans un contexte où on aimait et respectait encore les enseignants. Comme je n’avais ni le physique ni la « bête » pour être un roi de la discipline dans la classe, je me défendais en préparant mes cours soigneusement et avec un rythme et des approches variés pour entretenir la motivation et l’effet surprise.

Je me sens coupable d’avoir pu me réaliser et m’épanouir dans un climat sain. Le jeune prof rencontré au café était en journée pédagogique et celle-ci était consacrée à la façon de réagir et de gérer l’intrusion d’une personne armée dans une école. J’étais consterné. Parfois, j’aurais envie d’aider à soulager l’enseignant pour lui permettre une pause. Devant une telle menace toujours possible, je ne crois vraiment pas que je puisse composer avec cette réalité nouvelle. C’est toujours avec beaucoup d’intérêt que je lis les réussites des profs dans leur milieu. C’est possible d’éprouver encore du plaisir à enseigner. Cependant, on doit conjuguer au singulier et non au pluriel selon ce qu’on me rapporte. J’ai 70 ans et, si j’en avais le choix, j’opterais pour poursuivre ma vieillesse plutôt que de redevenir jeune et travailler dans une atmosphère de tension.

Yves Deslauriers, Prévost

Ce rire qui nous tue

J’assistais récemment à la pièce *Les Morb(y)des* au Théâtre de Quat’Sous. Un drame qui raconte l’histoire de deux sœurs engluées dans un demi-sous-sol d’Hochelaga. Une pièce grave et forte. Certaines remarques du cru peuvent faire sourire, mais l’auditoire explose du rire de l’idiot. Sur scène, on crie un désespoir à faire rire jaune, mais la salle se tape les cuisses. Et du rire gras, on passe au rire nerveux, pour repousser rapidement toute gravité, qui pourrait éveiller une empathie, une compassion, voire un début d’introspection. Peur d’un engagement émotif, fût-ce le temps d’une pièce.

On se croirait au vaudeville d’un théâtre d’été. Normal, tout n’est-il pas drôle au Québec? On perçoit ici tout le désarroi d’un peuple désabusé qui, à l’image des héroïnes de la pièce, ne sait plus où il va. Devant la déliquescence de ses institutions, la petitesse de ses édiles et la décrépitude de ses infrastructures, il a décidé qu’il valait mieux en rire. Et rien d’autre. On est là pour s’amuser, pas pour réfléchir. Ce rire nous anesthésie jusqu’à tuer l’être pensant en nous. Dans ce terreau fertile, l’industrie du rire et son école ont propulsé une pléthore d’humoristes incultes, qui se grattent le bouton à grand renfort de mimiques, grimaces et onomatopées, à défaut de mots et d’idées riches.

Les salles de spectacles en font leurs choux gras. La télé aussi. La vague du rire à tout crin déferle désormais au cinéma et au théâtre, où même les drames peuvent devenir des comédies burlesques. Il n’y a rien de drôle.

Luc Le Blanc, Montréal



PHOTO FOURNIE PAR CAROLE BOIVIN

Si vous êtes certain de votre engagement, alors adoptez-nous, chiens et chats, dans un refuge. Nous vous attendons et avons besoin de vous.

Adoptez-nous dans un refuge

Je m’appelle Grisou. C’est moi, sur la photo où l’on me voit faire de la raquette avec ma nouvelle famille. J’adore courir dans la forêt et ma nouvelle famille m’adore!

Ma nouvelle maîtresse et moi, nous nous aimons. Je sais qu’elle et moi, c’est pour la vie. Pour nous, tout est clair comme de l’eau dans un bol propre. On est fait pour vivre ensemble. J’aime la suivre partout où elle va.

Ma maîtresse dit que je lui apprends la patience lorsqu’elle ramasse les papiers-mouchoirs que j’aime étendre ici et là dans la maison. Mon maître dit la même chose, lorsqu’il cherche l’une de ses chaussures que j’ai démenagée et bien rangée dans un endroit très secret. Ensemble, on apprend vraiment beaucoup. On s’entraide et on a un plaisir fou!

J’ai environ 3 ans et j’ai été adopté dans un refuge récemment. Des personnes m’ont trouvé et amené à la SPA. On m’a évalué, vacciné, stérilisé puis, j’ai été mis à l’adoption. J’ai reçu une deuxième vie. Quelle chance! On a dit de moi que j’étais affectueux, calme, aimable et intelligent. Je suis d’accord. Tout est vrai!

Il arrive trop souvent qu’on nous néglige, nous maltraite et nous abandonne. Nom d’un chien! Avant de nous ouvrir la porte de votre demeure, réfléchissez! À l’amour inconditionnel et aux éclats de rire que nous vous procurons, s’ajoutent les soins dont nous avons besoin. Et les coûts. Et les responsabilités. Tout ça, c’est parfois beaucoup moins drôle.

Mais si, un jour, vous êtes certain de votre engagement, alors adoptez-nous, chiens et chats, dans un refuge. Nous vous attendons et avons besoin de vous.

Carole Boivin, professionnelle en éducation, Shawinigan

« Moins d'essence. Plus de puissance. Une valeur sûre. » est une comparaison entre les gammes complètes 2013 et 2012 de Chrysler Canada. L'affirmation 8 L / 100 km au moins est basée sur les estimations de consommation de carburant sur autoroute du gouvernement du Canada. La consommation d'essence réelle de votre véhicule varie selon le groupe motopropulseur, vos habitudes de conduite et d'autres facteurs. Voyez votre concessionnaire pour des précisions supplémentaires sur le programme. **EnerGuide**. Le consommateur avisé lit les petits caractères : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100. Les offres de cette annonce s'appliquent à la livraison au détail des modèles neufs sélectionnés achetés entre le 2 et le 30 avril 2013 auprès des concessionnaires participants et peuvent être modifiées ou prolongées sans préavis. Le transport (1 595 \$) et la taxe sur le climatiseur (le cas échéant) sont compris dans le prix d'achat. Certains frais supplémentaires ne seront ajoutés au prix tout inclus des véhicules annoncés. L'immatriculation, l'assurance, les droits sur les pneus neufs (15 \$) et les taxes applicables sont en sus et seront exigés à la livraison. Un acompte peut être demandé. Le concessionnaire peut devoir échanger ou commander un véhicule (lorsque applicable). Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Voyez votre concessionnaire participant pour les détails et conditions. 1. Le prix d'achat s'applique à la Dodge Grand Caravan SE 2013 (RTKH53 - 29E) et au Dodge Journey SE 2013 (RTKH53 - 29E). Exemples : Dodge Grand Caravan SE 2013 (JCDH49 - 22F) : 19 995 \$, le prix d'achat comprend, le cas échéant, une remise au comptant. 2. Les remises au comptant (Dodge Grand Caravan SE 2013 : 8 100 \$, Dodge Journey SE 2013 : 2 000 \$) sont offertes sur certains modèles neufs 2013 sélectionnés et sont déduites du prix réglé avant l'application des taxes. 3. Le taux de financement à l'achat de 4,49 % jusqu'à 96 mois est offert aux clients admissibles sous réserve de l'approbation de crédit par la BNC Banque Royale, la Banque Scotia et le Financement Auto TD et est applicable à la Dodge Grand Caravan SE 2013 (RTKH53 - 29E) et au Dodge Journey SE 2013 (RTKH53 - 29E). Exemples : Dodge Grand Caravan SE 2013 (JCDH49 - 22F) : 19 995 \$ financé à un taux de 4,49 % pour 96 mois sans aucun acompte équivalent à 208 paiements aux deux semaines de 23 820,16 \$, des frais de crédit de 114,52 \$, une obligation totale de 23 820,16 \$, ** Prix du modèle Dodge Grand Caravan Crew 2013 (RTKH53 - 29K) monté : 28 250 \$ (incluant une remise au comptant de 2 000 \$ et un boni au comptant de 1 500 \$). Les modèles montés peuvent différer légèrement des modèles qui sont commercialisés au Canada. 4. Données basées sur le Guide de consommation de carburant 2013 de Ressources naturelles Canada (RNC). Dodge Grand Caravan SE 2013 avec moteur V6 Pentastar™ : consommation de 7,9 L / 100 km sur autoroute et 12,2 L / 100 km en ville. Dodge Journey SE 2013 avec moteur 4 cylindres de 2,4 L et transmission automatique 4 vitesses : consommation de 7,5 L / 100 km sur autoroute et 10,8 L / 100 km en ville. Les méthodes d'essai utilisées sont celles du gouvernement du Canada. La consommation d'essence de votre véhicule varie selon le groupe motopropulseur, vos habitudes de conduite et d'autres facteurs. 5. L'offre boni au comptant de 2 500 \$ s'applique exclusivement aux ensembles MAX disponibles sur les modèles Dodge Grand Caravan 2013 et Dodge Journey 2013 neufs sélectionnés, achetés au détail entre le 2 et le 30 avril 2013 auprès des concessionnaires participants. Le boni sera déduit du prix négocié après l'application des taxes. Certaines conditions s'appliquent. Consultez votre concessionnaire pour tous les détails. De plus, un escompte additionnel de 775 \$ est applicable uniquement aux modèles Dodge Grand Caravan SXT 2013 équipés de l'ensemble MAX (RTKH53 - 29G AAA + A14 + AAN + AAJ) et sera déduit du prix négocié avant l'application des taxes, pour une économie totale de 3 275 \$ (incluant le boni au comptant). Dans le cas des modèles Dodge Journey 2013 Ensemble MAX sélectionnés, l'escompte additionnel variant de 625 \$ à 1 250 \$ est disponible selon la configuration de l'ensemble choisi pour un grand total d'économies possibles entre 3 125 \$ et 3 750 \$ (incluant le boni au comptant). Par exemple : Dodge Journey R/T TI 2013 annonce (JCS49 + 28K + AAV + ACV + AV1 + K9P + WP9) avec boni au comptant sur l'ensemble MAX de 2 500 \$ et escompte sur l'ensemble MAX de 1 250 \$ équivaut à une économie totale de 3 750 \$. Dans la limite des stocks. Une commande pourrait être nécessaire. Le cas échéant, une période de livraison de 8 à 12 semaines est à prévoir. Certaines conditions s'appliquent. Voyez votre concessionnaire participant aux éditions MAX pour les détails et conditions. 6. Affirmation basée sur les ventes totales enregistrées de 1994 à décembre 2012. 7. Selon R. L. Polk Canada, Inc. 8. Ventes totales aux Canada des véhicules neufs immatriculés entre mai 2008 et août 2012 pour les multiségments Chrysler. Date de début basée sur le lancement marketing en mai 2008. Le seuil Best Buy est une marque de commerce de consommateurs Digest. 9. Le logo Best Buy est une marque de commerce de consommateurs Digest. 10. Le logo SiriusXM est une marque déposée de Chrysler Group LLC. 11. Copie publicitaire des concessionnaires Chrysler + Jeep + Ram.

L'ÉVÉNEMENT PROFITEZ-EN AU MAX



Dodge Grand Caravan Crew
2013 montrée**

ENSEMBLE MAX DODGE GRAND CARAVAN SXT 2013

- + Ensemble climatisation 3 zones
- + Freins à disque et antiblocage aux 4 roues
- + Ensemble UConnect^{MD}, Bluetooth^{MD}, Radio SiriusXM^{MC}

- + Glaces des custodes à commande électrique
- + Roues en aluminium

INCLUT
3 275 \$° EN ÉCONOMIES
SUR MODÈLE SÉLECTIONNÉ



+ Écran tactile de 6,5 pouces



+ Console DVD au pavillon



+ Configuration 7 passagers avec
sièges Super Stow 'n Go^{MD}

OU ACHETEZ

DODGE GRAND CARAVAN SE 2013

LA MINI-FOURGONNETTE LA PLUS VENDUE AU PAYS DEPUIS 29 ANS[†]

AUSSI PEU QUE
7,9L
36 MPG^A
SUR ROUTE

MEILLEUR DE SA CATÉGORIE
283 CH^{*}



GAGNANT
« MEILLEUR ACHAT 2013 »
DE CONSUMERS DIGEST



« MEILLEUR CHOIX
SÉCURITÉ » SELON L'IIHS

CHOISISSEZ L'UNE OU L'AUTRE À PARTIR DE :

19 995 \$[†]

LE PRIX COMPREND 8 100 \$° DE REMISE AU COMPTANT POUR LA DODGE GRAND CARAVAN SE ET 2 000 \$° POUR LE DODGE JOURNEY SE, LES FRAIS DE TRANSPORT ET LA TAXE SUR LA CLIMATISATION.

OU CHOISISSEZ

UN FINANCEMENT À L'ACHAT DE

115 \$[†]

AUX DEUX SEMAINES
POUR 96 MOIS

FRAIS DE TRANSPORT ET TAXE
SUR LA CLIMATISATION INCLUS

DODGE JOURNEY SE 2013

LE MULTISÉMENT LE PLUS VENDU AU PAYS^{*}

AUSSI PEU QUE
7,5L
38 MPG^A
SUR ROUTE

283 CH



« MEILLEUR CHOIX
SÉCURITÉ » SELON L'IIHS

OU ACHETEZ



Dodge Journey R/T TI 2013 montré**

ENSEMBLE MAX DODGE JOURNEY R/T TI 2013

- + Transmission intégrale
- + Assistance au stationnement
- + Siège conducteur à commande électrique

- + Ensemble climatisation 3 zones
- + Ensemble UConnect^{MD}, Bluetooth^{MD}, Radio SiriusXM^{MC}
- + Roues d'aluminium de 19 pouces

INCLUT JUSQU'À
3 750 \$° EN ÉCONOMIES
SUR MODÈLES SÉLECTIONNÉS



+ Configuration 7 passagers



+ Écran tactile de 8,4 pouces
et caméra de recul



+ Console DVD au pavillon

PASSEZ CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE CHRYSLER | JEEP^{MD} | DODGE | RAM DU QUÉBEC

www.dodge.ca/offres

MOINS D'ESSENCE. PLUS DE PUISSANCE. UNE VALEUR SÛRE.

18 MODÈLES QUI CONSOMMENT 8 L / 100 KM (35 MPG) OU MOINS.

SCANNER
ICI POUR
PLUS
D'OFFRES



DODGE